



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 17 JUIN 1911.

QUEBEC, SATURDAY, 17th JUNE, 1911

AVIS DU GOUVERNEMENT.

GOVERNMENT NOTICES

Les avis, documents ou annonces recus après midi e jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2381

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2382

Nomination

Appointment

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par order en conseil, en date du neuvième jour de juin 1911, de nommer Percy Braby, de Dacre House, rue Arundel Strand, Londres, Angleterre, écuyer, solliciteur de l'Honorable Cour Suprême de Justice, Angleterre, commissaire pour recevoir des affidavits pour l'usage d'aucune cour de la province, ou nécessaire pour tout acte ou document devant être mis à exécution ou devant avoir son effet civil dans la province, sous l'autorité de l'article 27 du code de procédure civile dans la province de Québec. 2493

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 9th of June, 1911, to appoint Percy Braby, of Dacre House, Arundel street Strand, London, England, esquire, solicitor of the Honourable the Supreme Court of Judicature, England, commissioner to receive affidavits for use in any court of the province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil affect in the province, under the authority of article 27 of the code of civil procedure of the province of Quebec. 2494

ERRATUM.

ERRATUM.

À la page 1148 de la "Gazette Officielle" du trois juin 1911, aux numéros 2341-42, lisez "Handfield Limitée", au lieu de Hanfield Limitée, ainsi qu'à la page 1213 du 10 juin 1911, Nos 2341-42. 2515

On page 1148 of the "Official Gazette" of the third of June, 1911, at numbers 2341-42, read "Handfield Limitée", instead of Hanfield Limitée, as also on page 1213 of the tenth of June, 1911, Nos. 2341-42. 2516

Proclamations

Canada, }
Province de } F. LANGELIER.
Québec. }

[L. S.]
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que
Assistant-Procurer-Général. } A le jeudi, vingt-deuxième jour de juin, en l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, a été fixé pour Notre Couronnement ;

ET ATTENDU que Nous désirons que le dit jour soit observé comme un jour d'actions de grâces et de réjouissances en général dans toute Notre province ;

SACHEZ DONC que Nous avons jugé à propos, de l'avis de Notre conseil exécutif, de fixer le jeudi, vingt-deuxième jour de juin courant, comme fête publique qui sera observée comme jour de grâces et de réjouissances en général dans toute Notre province.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, Lieutenant Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DOUZIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. DUMONT,

2523

Sous-secrétaire de la province.

Canada, }
Province de } F. LANGELIER.
Québec. }

[L. S.]
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que
Assistant-Procurer-Général. } A dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, et intitulé : " Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent ", il est entre autres choses décrété que le " Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour

Proclamations

Canada. }
Province de } F. LANGELIER.
Québec. }

[L. S.]
GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS that,
Assistant Attorney General. } W Thursday, the twenty second day of June, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, has been fixed for Our Coronation ;

AND WHEREAS We desire that the said day be observed as a day of Thanksgiving and of general rejoicing throughout Our Province ;

NOW KNOW YE, that We have deemed it advisable with the advice of Our Executive Council, to fix on Thursday, the twenty second day of June instant, as a public holiday to be observed as a day of Thanksgiving and of general rejoicing throughout Our Province.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed ; WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor, of Our province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this TWELFTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, and in the second year of Our Reign.

By command,

JOS. DUMONT,

2524

Deputy Provincial Secretary.

Canada, }
Province of } F. LANGELIER.
Québec. }

[L. S.]
GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS
Assistant Attorney General. } W in and by an Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intitled : " An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the government thereof, and for the purposes connected therewith, " it is, amongst other things, enacted that " the Lieutenant Governor of Québec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day

y mentionné établir des cantons dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants"; Et attendu que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Saguenay, dans le district de Saguenay, dans notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Babel."

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente proclamation royale, établissons en un canton, sous le nom de canton "Babel", cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Saguenay, dans le dit district de Saguenay, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province, savoir :

Le canton Babel, dans le comté de Saguenay, est borné au nord et à l'ouest par les terres vacantes de la couronne, au sud par le canton Grenier, à l'est par le canton Leneuf, au sud-est par le golfe Saint-Laurent, et ses limites sont décrites comme suit, savoir :

Partant du point d'origine ouest d'un ruisseau qui se jette dans le golfe Saint-Laurent à un point situé à environ cent quarante-huit (148) chaînes mesurées dans une direction sud 51° 20' O. astronomique, plus ou moins, de la rive droite de la rivière aux Rochers, à son embouchure; de là, dans la direction de l'ouest astronomique, la limite nord du canton Grenier, longue de six cent quatre-vingt-dix-huit (698) chaînes, plus ou moins, jusqu'au point nord-ouest de ce dernier canton qui marque aussi le coin sud-ouest du dit canton Babel; de là, dans la direction du nord astronomique, une ligne longue de mille quatre-vingt-quatorze (1094) chaînes, plus ou moins, jusqu'à l'intersection de la limite nord du dit canton Babel, laquelle limite nord doit être tirée dans la direction de l'ouest astronomique, suivant le prolongement de la limite nord du canton Leneuf; de là, dans la direction de l'est astronomique, une ligne longue de neuf cent quatre-vingt-huit (988) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la rencontre de la susdite limite nord du canton Leneuf; de ce point marquant le coin nord-ouest de ce dernier canton en même temps que le coin nord est du dit canton Babel, dans la direction du sud astronomique, la limite ouest du canton Leneuf, longue de neuf cent trente-trois (933) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la ligne de haute mer du golfe Saint-Laurent; de là, dans des directions générales sud-ouest et ouest, la dite ligne de haute mer, suivant ses sinuosités, jusqu'au point de départ.

Toutes les îles du golfe Saint-Laurent, situées en front et dans le voisinage immédiat de la partie la plus au sud-est du territoire ci-haut décrit, font aussi partie du susdit canton Babel, lequel canton ainsi délimité, y compris les dites îles, occupe une superficie de cent six milles (106,000) acres, plus ou moins, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le CINQUIÈME jour du mois de JUILLET prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit CINQUIÈME jour du mois de JUIL-

to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof"; And whereas We have thought proper to constitute a certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Saguenay, in the district of Saguenay, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township "Babel".

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of the township "Babel", the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of Saguenay, in the said district of Saguenay, in Our Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The township Babel, in the county of Saguenay, is bounded on the north and on the west by the waste lands of the Crown, on the south by the township Grenier, on the east by the township Leneuf, on the south-east by the Gulf of Saint Lawrence, and its boundaries are described as follows, to wit :

Starting from the original point west of a stream which empties into the Gulf of Saint Lawrence at a point situate at about one hundred and forty eight (148) chains measured in a direction south 51° 20' W. astronomically, more or less, from the right bank of the "rivière aux Rochers", at its mouth; thence in a westerly astronomical direction, the north boundary of the township Grenier, six hundred and ninety eight (698) chains in length, more or less, as far as the north west corner of the latter township, which also marks the south west corner of the said township Babel; thence in a northerly astronomical direction, a line ten hundred and ninety four (1094) chains in length, more or less, as far as the intersection of the northern boundary of the said township Babel, which northern boundary must be drawn in a westerly astronomical direction, following the prolongation of the northern boundary of the township Leneuf; thence, in an easterly astronomical direction, a line nine hundred and eighty eight (988) chains in length, more or less, as far as the juncture of the aforesaid northern boundary of the township Leneuf; from the latter point, marking the north west corner of the latter township as well as the north east corner of the said township Babel, in a southerly astronomical direction, the western boundary of the township Leneuf, nine hundred and thirty three (933) chains in length, more or less, as far as the high water mark of the Gulf of Saint Lawrence; thence, in general south west and westerly direction, the said high water mark, following its windings, as far as the point of departure.

All the islands of the Gulf of Saint Lawrence situate in front and in the immediate vicinity of the most south easterly part of the aforesaid township Babel, which township thus bounded, including the said islands, comprises a superficies of one hundred and six thousand (106,000) acres, more or less, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forest.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the FIFTH day of the month of JULY next, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said FIFTH day of the month of JULY

LET prochain, un canton sous le nom du canton "Babel", à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Babel", comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce NEUVIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent onze, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. DUMONT,

2511 Sous-secrétaire de la province.

Canada,
Province de }
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ASSISTANT-Procureur-Général. } ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3090 des statuts refondus de Québec, 1909, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, ordonner que les termes et séances de la Cour Supérieure et des juges de ce tribunal, dans le district de Trois-Rivières, seront aussi tenus dans un comté autre que celui où se trouve le chef-lieu de ce district, dès que le conseil municipal de l'endroit où doivent être tenus les termes et séances de la dite cour supérieure et des juges de ce tribunal, ou le conseil de comté se sera procuré, dans le dit endroit, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, un édifice avec pièces convenables pour une salle d'audience et pour le juge ou les juges et les officiers de la cour ;

ATTENDU que le conseil de la corporation de la ville de Nicolet a mis à la disposition du gouvernement, un édifice situé dans la ville de Nicolet, pour y tenir les termes et séances de la Cour Supérieure, et que cette bâtisse a été acceptée par le département des Travaux Publics et du Travail ;

ATTENDU qu'il est opportun dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, d'accéder à la demande du conseil de la corporation de la ville de Nicolet, et que Nous avons jugé à propos d'ordonner qu'à l'avenir les termes et séances de la Cour Supérieure et des juges de ce tribunal soient aussi tenus dans le comté de Nicolet ;

A CES CAUSES, de l'avis de Notre conseil exécutif, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons, conformément aux dispositions de l'article 3090 des statuts refondus de Québec, 1909, qu'à partir du premier jour d'août prochain 1911, les termes et séances de la Cour Supérieure et des juges de ce tribunal, dans le district de Trois-Rivières soient et seront aussi tenus dans la ville de Nicolet, comté de Nicolet, dans l'édifice érigé sur partie du lot No 360, des plan et

next, a township under the mane of the township "Babel", for all intents, and purposes whatever, notwithstanding any error in the boundaries, all incorrect names or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township "Babel", as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable Sir FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this NINTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, and in the second year of Our Reign.

By command,

JOS. DUMONT,

2251 Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of }
Quebec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ASSISTANT-Attorney General. } WHEREAS in virtue of article 3090 of Revised Statutes of Quebec, 1909, the Lieutenant Governor in Council may, by proclamation, order that the terms and sittings of the Superior Court, and of the judges thereof, in the district of Three Rivers, shall also be held in a county other than that in which the chief place of the district is situated as soon as the municipal council where the terms and sittings of the said Superior Court and the judges thereof are to be held, or the county council, have procured at such place, to the satisfaction of the Lieutenant Governor in Council, a building, with rooms suitable for a court room for the judge or judges and the officers of the court ;

WHEREAS the council of the corporation of the town of Nicolet has placed at the disposal of the government, a building situate in the town of Nicolet, for to be holden there the terms and sittings of the Superior Court, and that the said building has been accepted by the Department of Public Works and Labour ;

WHEREAS it is expedient in the interest of the proper administration of justice, to comply with the request of the corporation of the town of Nicolet, and they have deemed it advisable to order that in future, the terms and sittings of the Superior Court and the judges thereof, be also held in the county of Nicolet ;

THEREFORE, with the advice of Our Executive Council, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order, in conformity with the provisions of article 3090 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, that from the first day of August next, 1911, the terms and sittings of the Superior Court and of the judges thereof, in the district of Three Rivers, be and shall also be held in the town of Nicolet, county of Nicolet, in the building erected on part of lot No 360, of the official plan and book of

livre de renvoi officiels de la dite ville de Nicolet, et que ces termes et séances auront lieu les dixième, onzième et douzième jours des mois de janvier, mars, juin, septembre, octobre et novembre de chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DOUZIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

2525

Canada,
Province de }
Québec. }

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, scemés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DOUZIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DOUZIEME jour du mois de JUIN mil neuf cent onze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de Québec;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUINZIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent onze, et de Notre Règne la deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2387

reference of the said town of Nicolet, and that the said terms and sittings shall be held on the tenth, eleventh and twelfth days of the months of January, March, June, September, October and November of every year.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWELFTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, and in the second year of Our Reign.

By command,

JOS DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of }
Québec. }

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the TWELFTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, you and each of you—GREETING

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the TWELFTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and eleven, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear:

Now KNOW YE that, for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY SECOND day of the month of JULY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this FIFTEENTH day of MAY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and eleven, and in the second year of Our Reign.

By order,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of Crown in Chancery,
Québec.

2388

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

PRÊT DU 1er JUILLET 1882.

Conformément aux dispositions des lois de la Province de Québec, 45 Victoria, chapitre 18, et 46 Victoria, chapitre 11, avis est par le présent donné que le gouvernement de la dite province, le premier jour de juillet de l'année 1912, paiera le capital des obligations émises sous l'autorité des dites lois, comme suit, savoir : les obligations payables livres sterling, à la banque de Montréal, Londres, au bureau de la dite banque ; et les obligations payables en argent courant à Québec, au Département du Trésor de la Province, dans la cité de Québec. L'intérêt cessera de courir sur les dites obligations après le dit 1er de juillet 1912.

P. S. G. MACKENZIE,

Trésorier de la province de Québec.

Département du Trésor de la Province.

Québec, 15 juin 1911.

2533

Avis est par le présent donné que la licence numéro 83, octroyée le 6 décembre 1910, à la Société Coopérative Funéraire de Québec, et aussi son enregistrement dans le registre des associations mutuelles de bienfaisance, ont été, ce jour, annulés par l'honorable trésorier de la province, conformément aux articles 6940 et 6954, S. R. P. Q., 1909.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce neuvième jour de juin 1911.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

2475 Surintendant des assurances P. Q.

No 1125.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 14 juin 1911.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Rivière Trois Pistoles, comté de Témiscouata, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Trois-Pistoles, les Nos 346 à 364, inclusivement, de plus la partie nord des lots Nos 416 à 420, inclusivement, formant actuellement le territoire du village dit " du Sault ".

2535

SYNDICAT D'ÉLEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Bagot, sous le nom de "Syndicat d'Élevage de Saint-Hugues", avec sa principale place d'affaires au village de Saint-Hugues, dans le comté de Bagot.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 8 juin 1911.

SYNDICAT D'ÉLEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté du Lac Saint-Jean, sous le nom de "Syndicat d'Élevage de Saint-Bruno, Lac Saint-Jean", avec sa principale place d'affaires au village de Saint-Bruno.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 12 juin 1911.

2489

La compagnie "Canada's Thread Mills Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corpora-

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

LOAN OF 1ST JULY, 1882.

In conformity with the provisions of the acts of the Province of Quebec, 45 Victoria, chapter 18, and 46 Victoria, chapter 11, notice is hereby given that the government of the said province will, on the first day of July, in the year 1912, pay the principal of the bonds issued under authority of the said acts, as follows, viz : of the bonds payable in sterling, at the Bank of Montreal, London, at the office of the said bank ; and of the bonds payable in currency at Quebec, at the Provincial Treasury Department in the city of Quebec. Interest will cease to run on the said bonds after the said 1st July, 1912.

P. S. G. MACKENZIE,

Treasurer of the province of Québec.

Provincial Treasury Department,

Québec, 15th June, 1911.

2534

Notice is hereby given that the license, number 83, issued on the 6th December, 1910, to the "Société Coopérative Funéraire de Québec", and also its registration on the register of Mutual Benefit Societies, have been, this day, cancelled by the Honorable Provincial Treasurer, pursuant to articles 6940 and 6954, R. S. P. Q., 1909.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this ninth day of June, 1911.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

2476 Superintendent of Insurance, P. Q.

No 1125.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Québec, 14th June, 1911.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to erect into a separate school municipality, under the name of Rivière Trois-Pistoles, county of Temiscouata, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Trois Pistoles, the Nos. 346 to 364, inclusively, as more the north part of lots Nos. 416 to 420, inclusively, forming actually the territory of the village dit " du Sault ".

2536

STOCK-BREEDING SYNDICATE.

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Bagot, under the name of "Saint Hugues Stock-breeding Syndicate", the principal place of business whereof is in the village of Saint Hugues, in the county of Bagot.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Québec, 8th June, 1911.

STOCK-BREEDING SYNDICATE.

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Lake Saint John, under the name of "Stock-breeding Syndicate of Saint Bruno, Lake Saint John", the principal place of business whereof is in the village of Saint Bruno.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Québec, 12th June, 1911.

2490

The company "Canada's Thread Mills Limited" has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corpo-

tions de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. John Wesley Blair, de Montréal.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 12 juin 1911.

La compagnie "Gunns Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. John Alexander Gunn, de Montréal.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 12 juin 1911.

La compagnie "The Linde British Refrigeration Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Frederic Bruce Murray Harman, de Montréal.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 15 juin 1911.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 juin 1911, par lesquelles la compagnie "The Greater Montreal Realty Company" a été autorisée à augmenter son fonds social au montant de deux cent mille piastres (\$200,000.00) divisé en deux mille (2000) actions de cent piastres (\$100.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 14ème jour de juin 1911.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

2547

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9ème jour de juin 1911, constituant en corporation MM. Paul Tourigny, industriel, Paul Lavigne, commerçant, Gédéon Perreault, aubergiste, Louis Roux, rentier, Elzéar Roberge, artisan, Oscar Rinfret, embouteilleur, tous de Victoriaville, dans les buts suivants :

Exercer les commerces ou métiers d'aubergistes, d'hôtelier et de marchand de liqueurs en gros et en détail ;

Exercer le métier de charretier par grosses et petites voitures, et par automobiles, avec garages pour ces derniers ;

Acquérir, vendre, échanger, louer et hypothéquer tous terrains ou immeubles nécessaires ou utiles à ses opérations ;

rations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. John Wesley Blair, of Montreal.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Québec, 12th June, 1911.

The company "Gunns Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. John Alexander Gunn, of Montreal.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 12th June, 1911.

"The Linde British Refrigeration Company, Limited" has been authorized to business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Frederic Bruce Murray Harman, of Montreal.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 15th June, 1911.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 14th day of June, 1911, by which "The Greater Montreal Realty Company" has been authorized to increase its capital stock to the amount of two hundred thousand dollars (\$200,000.00), divided into two thousand (2000) shares of one hundred dollars (\$100.00).

Dated from the office of the Secretary of the province, this 14th day of June, 1911.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

2548

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 9th day of June, 1911, incorporating Messrs. Paul Tourigny, manufacturer, Paul Lavigne, trader, Gédéon Perreault, inn-keeper, Louis Roux, rentier, Elzéar Roberge, artisan, Oscar Rinfret, bottler, all of Victoriaville, for the following purposes :

To carry on the business or calling of inn-keepers, hotelkeepers and wholesale and retail liquor merchants ;

To carry on a cartage business by means of heavy and light vehicles and by automobiles, with garages for the latter ;

To acquire, sell, exchange, lease and hypothecate any lands or immovables necessary or useful for its operations ;

Développer des pouvoirs électriques et les mettre en opération pour l'éclairage de ses immeubles ;

Donner en paiement de tout achat ou en paiement de services rendus des parts acquittées de la dite compagnie ;

Recevoir en paiement de tous services rendus ou de toute vente faite par la compagnie des parts acquittées de d'autres compagnies incorporées ;

Emprunter sur ses immeubles les montants nécessaires ou utiles à ses opérations ;

Payer, soit en parts acquittées, soit en argent, les dépenses encourues sur son organisation et son incorporation ;

Payer une commission de pas plus de dix per cent à une personne ou courtier qui fera souscrire son capital action, sous le nom de "Prince of Wales Hotel, Limited," avec un capital de quarante-huit mille piastres (\$48,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingts (480) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de juin 1911.

JOS. DUMONT,

2477

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de juin 1911, constituant en corporation MM. Georges Sorgius, agent, Arthur Bonneville, marchand, Ferdinand Fleurie, agent d'immeubles, Alphonse Archambault, Wilfrid Landry, restaurateurs, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en général d'hôtel, de restaurant ;

Le droit de tenir des dépôts de journaux dans les établissements exploités par la compagnie ainsi que des chaises de ciré de bottes, et le droit de vendre des cigares, cigarettes, etc., et d'avoir une ou des boutiques de barbiers ;

Le droit d'acheter, louer, posséder ou autrement acquérir, ou de vendre ou d'aliéner de quelque façon que ce soit, tous les immeubles et tous les biens nécessaires aux affaires de la compagnie ;

Le droit d'acheter tout hôtel ou restaurant déjà en opération et de les payer ou en argent ou en parts acquittées de la compagnie à un prix à être déterminé par la compagnie ;

Acquérir, posséder, louer, garantir, vendre et échanger des actions, stock ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant les mêmes affaires que celles de la compagnie ;

Faire les choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "The Majestic Hotel Company Limited", avec un capital total de trente cinq mille piastres (\$35,000.00), divisé en trois cent cinquante (350) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juin 1911.

JOS. DUMONT,

2491

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 31 mai 1911, constituant en corporation MM. Irénée Fournier, conducteur, de Beauce Junction, Napoléon Michaud, industriel, de Lévis, J. A. Nadeau, cultivateur, de Beauce Junction, Henry Gagnon, conducteur, Q. C. Ry., Alfred Avard, commerçant, de Beauce Junction, dans les buts suivants :

Etablir, une ou des buanderies à vapeur, et les exploiter ;

To develop electric power and operate same for the lighting of its immoveables ;

To give in payment of any purchase or in payment for services rendered, paid up shares of the said company ;

To receive in payment for any services rendered or for any sale made by the company, paid up shares of other incorporated companies ;

To borrow the amounts necessary or useful on its immoveables for its operations ;

To pay, either in paid up shares or in cash, the expenses incurred for its organization and incorporation ;

To pay a commission of not more than ten per centum to any person or broker for underwriting its capital stock, under the name of "Prince of Wales Hotel, Limited", with a capital of forty eight thousand dollars (\$48,000.00), divided into four hundred and eighty (480) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Victoriaville, in the district of Arthabaska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of June, 1911.

JOS. DUMONT,

2478

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1911, incorporating Messrs. Georges Sorgius, agent, Arthur Bonneville, merchant, Ferdinand Fleurie, real estate agent, Alphonse Archambault, Wilfrid Landry, restaurant keepers, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the hotel and restaurant business in general ;

The right to keep news stands in establishments operated by the company and also shoe shining chairs, and the right to sell cigars, cigarettes, etc., and have one or more barber shops ;

The right to purchase, lease, hold or otherwise acquire, or sell or alienate in any manner whatsoever, all the immoveables and all the property necessary for the business of the company ;

The right to purchase any hotel or restaurant now in operation and to pay for same either in cash or in paid up shares of the company, at a price to be fixed by the company ;

To acquire, hold, lease, pledge, sell and exchange shares, stock, debentures or securities of any corporations carrying on the same kind of business as this company ;

To do all such things and exercise all the powers and transact any business in connection with the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "The Majestic Hotel Company, Limited", with a total capital of thirty five thousand dollars (\$35,000.00), divided into three hundred and fifty (350) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1911.

JOS. DUMONT,

2492

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of May, 1911, incorporating Messrs. Irénée Fournier, conductor, of Beauce Junction, Napoléon Michaud, manufacturer, of Lévis, J. A. Nadeau, farmer, of Beauce Junction, Henry Gagnon, conductor, Q. C. Ry., Alfred Avard, trader, of Beauce Junction, for the following purposes :

To establish one or more steam laundries and operate same ;

Manufacturer des collets, chemises, hardes, salopettes (overalls) et exécuter tous travaux de teinture et de nettoyage du linge ;

Manufacturer, acheter et faire le commerce de toutes sortes d'appareils, machines, instruments, outils, fournitures, procédés et choses, requis par la compagnie ou par ses clients ou employés ou capable d'être employés en rapport avec ses opérations ;

Acheter ou acquérir toutes affaires de même nature d'aucun intérêt ou contrôle y ayant rapport et de les payer en argent, actions acquittées ou débetures de la compagnie ;

Acheter et posséder des actions et obligations de toute compagnie faisant les mêmes affaires, nonobstant les dispositions de la section 44 de la loi des compagnies, 1906.

Acquérir toute propriété, meubles et immeubles qui peuvent être nécessaires pour les fins de ses affaires, par achat, bail, ou autrement, ensemble avec les bâtisses, appareils, matériel et machines et de les vendre, louer ou en disposer autrement en tout ou en partie ;

Emprunter de l'argent et hypothéquer les immeubles et engager la propriété personnelle de la compagnie pour garantir tout argent emprunté ;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, débetures et autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre, aliéner totalité ou partie de ses propriétés, droits ou entreprises, sous le nom de "La Buanderie des Familles, Limitée", avec un capital de dix-neuf mille neuf cents piastres (\$19,900.00), divisé en cent quatre vingt dix neuf (199) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Beauce Junction, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 31ème jour de mai 1911.

JOS. DUMONT,

2449.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de mai 1911, constituant en corporation MM. William Price, marchand, George Hamilton Thomson, gentilhomme, Henry Edward Price, gentilhomme, Arthur John Price, gentilhomme, tous de Québec, et Oswald Porrit, gentilhomme, de Jonquière, dans les buts suivants :

S'engager dans le commerce d'immeubles et en général dans toutes les entreprises concernant les immeubles, tant comme principal que comme agent ;

Faire les affaires d'une compagnie de terres, avec le pouvoir d'acheter, posséder, développer, améliorer, défricher, coloniser, cultiver, louer, garantir, hypothéquer, échanger, vendre des immeubles et terres cultivés ou non et tout intérêt ou droit sur iceux, en faire le commerce et en disposer autrement, et, pour cette fin, payer et placer le capital sur achat, arpentage, défrichement, amélioration, développement et préparation pour l'occupation et établissement des dites terres suivant qu'il sera nécessaire pour les fins de la dite compagnie, dans et sur les dites terres ; faire, construire, ériger, bâtir et maintenir des chemins, ponts et autres communications intérieures, maisons, moulins, factories, et manufactures et autres bâtisses et travaux nécessaires ou propres à l'occupation ou amélioration d'aucune des dites terres, et mettre en opération et faire tous travaux ou améliorations sur icelles ;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur les dits immeubles ou sur aucune partie d'iceux ;

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger les dits immeubles ou toute partie d'iceux, en disposer ou en faire le commerce autrement et développer, améliorer et tracer aucune telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

To manufacture collars, shirts, wearing apparel, overalls, and do any dyeing and cleaning work ;

To manufacture, purchase and deal in any kind of apparatus, machinery, instruments, tools, furnishings, processes and things required by the company or by its customers or employees, or capable of being employed in connection with its operations ;

To purchase or require any business of a like nature, of any interest or control in connection therewith, and pay for same in cash, paid up stock or debentures of the company ;

To purchase and hold shares and bonds of any company carrying on the same kind of business, notwithstanding the provisions of section 44 of the companies' act, 1906 ;

To acquire any property, moveables and immovables that may be necessary for the purposes of its business, by purchase, lease or otherwise, together with the buildings, apparatus, plant and machinery, and to sell, lease or otherwise dispose of same in whole or in part ;

To borrow money and hypothecate the immovables and pledge the personal property of the company to guarantee any money borrowed ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, debentures and other negotiable or transferable instruments ;

To sell, alienate the whole or part of its property, rights, or undertakings, under the name of "La Buanderie des Familles, Limitée", with a capital of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.00), divided into one hundred and ninety nine (199) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Beauce Junction, in the district of Beauce.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of May, 1911.

JOS. DUMONT,

2450

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 31st day of May, 1911, incorporating Messrs. William Price, merchant, George Hamilton Thomson, gentleman, Henry Edward Price, gentleman, Arthur John Price, gentleman, all of Quebec, and Oswald Porrit, gentleman, of Jonquière, for the following purposes :

To enter into the real estate business and generally into all undertaking respecting real estate, both as principal and as agents ;

To carry on the business of a land company, with the power to purchase, hold, develop, improve, clear, colonize, cultivate, lease, pledge, hypothecate, exchange, sell immovables and lands, under cultivation or not, and any interest or right therein, deal in and otherwise dispose of same, and for such purpose, to pay out and invest the capital in the purchase, surveying, clearing, improvement, development and preparation for the occupation and settlement of the said lands as it may be necessary for the purposes of the said company, in and on the said lands ; to make, construct, erect, build and maintain roads, bridges and other interior communications houses, mills, factories, manufactories and other buildings and works necessary or proper for the occupation or improvement of any of the said lands, and operate and do any work or improvement on same ;

To construct dwelling houses and other buildings on the said immovables or any part thereof ;

To sell, lease, transfer, hypothecate, exchange the said immovables or any part thereof, dispose of or otherwise deal in same and develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations, avec l'approbation des actionnaires pour aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction et entretien des chemins, rues, ouvrages hydrauliques, égouts et autres travaux d'améliorations calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et à augmenter sa valeur ;

Prendre et tenir des hypothèques, prêts et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété, vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie des acquéreurs ou avances par la compagnie aux acquéreurs pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Ouvrir, chercher, exploiter et travailler dans ou sur les dites terres, et miner pour aucun ou tous minéraux, minéraux et substance métallique. et produits qui peuvent se trouver sur icelles, et acquérir, posséder, développer, vendre, louer des carrières et terrains miniers, mines, y compris mines de charbon et licence de mines, puits d'huile et autres produits qui peuvent être trouvés dans les carrières et terrains miniers et de faire toutes choses nécessaires pour mettre en opération les dites mines ou travaux y ayant rapport ;

Faire comme patron ainsi que comme agents ou facteurs les affaires en général de carrière et d'entreprise, et faire le commerce et entreprendre pour la fabrication et la production de la pierre de toute sorte, pierre à chaux ou produits de même nature ;

Faire les affaires en général de marchands, de constructeurs et entrepreneurs et fournisseurs de matériaux ;

Acquérir par achat, bail, concession, échange ou autre titre légal, et posséder telle propriété, meubles et immeubles qui peuvent être jugés nécessaires et requis pour les fins des affaires de la compagnie et de les payer en argent, actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie et disposer des dites propriétés ;

Eriger, construire, mettre en opération et diriger toutes factories broyeurs de pierre, ateliers, machines, bâtisses, engins, ou autres constructions nécessaires, et employer la dynamite et autres explosifs nécessaires pour les opérations de la compagnie ;

Acheter, acquérir, posséder, transporter, vendre des actions, stocks, débetures ou garanties d'aucune autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ou faisant des affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie et en disposer ;

Emettre, transporter et donner comme actions payées du capital total de la compagnie par les présentes incorporée, en paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, hypothèques, licences, patentes, contrats, immeubles, stock, actif et autres propriétés ou droits que la compagnie peut acquérir légalement en vertu d'iceux ;

Vendre toute partie des immeubles ou autres propriétés de la compagnie pour telle considération et à tels termes et conditions que la compagnie jugera à propos ou en disposer autrement, et accepter de l'argent, des actions, débetures, stock, ou garanties de toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux ;

Acquérir l'achalandage, les droits et propriétés de toute sorte, et acquérir et prendre la totalité ou une partie des biens et engagements de toute personne, maison, association ou corporation ayant des pouvoirs semblables à ceux de la présente compagnie et les payer en deniers comptants, actions et obligations de la présente corporation ou autrement ;

Se fusionner avec toute compagnie ayant des pouvoirs semblables à ceux de la présente compagnie, aux clauses et conditions qui pourront être convenues ;

Placer et disposer les deniers de la compagnie

To make advance by way of loans to purchasers or leases of any part of the immoveables of the company, for the purposes of construction or other improvements, with the approval of the shareholders, by means of advances, or otherwise, for the construction and maintenance of roads, streets, water-works, drains and other improvement works calculated to render the property of the company more accessible and to enhance its value ;

To take and hold mortgage, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advances by the company to purchasers for building purposes or other improvements ;

To open, search, operate and work in or on the said lands, and mine for any or all minerals, ores and metallic substances and products that may be thereon, and acquire, hold, develop, sell, lease mining lands and quarries, mines, including coal mines and mining licenses, oil wells and other products that may be found in the mining lands and quarries, and do every thing necessary to operate the said mines or works connected therewith ;

To carry on as principals and as agents or factors, a general quarry and contracting business, and deal in and contract for the manufacture and production of stone of all kinds, limestone or products of like nature ;

To carry on the business of general merchants and of builders and contractors and suppliers of materials ;

To acquire by purchase, lease, concession, exchange or other legal title, and hold such property, moveables and immoveables as may be deemed necessary and required for the purposes of the business of the company and to pay for same in cash ; fully paid and non assessable shares, bonds or other securities of the company and dispose of the said properties ;

To erect, construct, operate and manage any factories, stone crushers, workshops, machines, buildings, engines or other necessary constructions, and employ dynamite and other explosives necessary for the operations of the company ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell, shares, stock, debentures or securities of any other company having the same object as those of this company or carrying on any business capable of being conducted for the benefit of the company, and dispose of same ;

To issue, transfer and give as paid up shares of the capital stock of the hereby incorporated company in payment for any business, franchises, undertakings, property rights, privileges, leases, hypothecs, licenses, patents, contracts, immoveables, stock, assets and other property or rights that the company may legally acquire in virtue thereof ;

To sell any part of the immoveables or other property of the company for such consideration and on such terms and conditions as the company may deem advisable or otherwise dispose of same, and accept money, shares, debentures, stock or securities of any other company having the same object as those of this company, in payment or part payment of same ;

To acquire the goodwill, rights and property of any kind and acquire and take over the whole or a part of the property and engagements of any person, firm, association or corporation having the same power as those of this company, and pay for same in cash, shares and bonds of the present company or otherwise ;

To amalgamate with any company having similar powers to those of this company, on the clauses and conditions that may be agreed on ;

To invest and dispose of the money of the com-

qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera décidé de temps à autre ;

Agir en qualité d'agent aux fins de vendre, louer, gérer ou administrer des immeubles, et faire payer des commissions pour ses services ;

Faire des avances de deniers, garantir les entreprises ou aider autrement les clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et acquérir et détenir des valeurs de toute sorte, mobilières ou immobilières pour dettes, engagements ou obligations dus à la compagnie ;

Faire les affaires comme électriciens et ingénieurs mécaniciens et manufacturiers ;

Produire, acheter, acquérir et louer l'électricité pour éclairage et chauffage ou pouvoir moteur, ou pour toutes autres fins dans les comtés de Chicoutimi, Saguenay et Lac Saint-Jean ;

Acquérir, construire, maintenir, ériger et mettre en opération tous travaux, poteaux, fils et autres matériaux y ayant rapport ;

Acheter, louer ou acquérir autrement des aqueducs et pouvoirs d'eau, et les exploiter pour les fins de la production des pouvoirs électriques pour faire les affaires, opérations, et vendre les pouvoir électrique et énergie ainsi produits dans la compagnie, et en disposer ;

Construire, acquérir, louer, maintenir des aqueducs et aussi faire le commerce d'eau pour pouvoirs moteurs, avec pouvoir de construire, acquérir, posséder et utiliser et charger pour l'usage d'iceux, aqueducs et égouts dans la dite ville, tracer et faire dans les limites de la ville des parcs et en général toutes les améliorations pour l'embellissement d'icelle, sous le nom de "The Kenogami Land Company, Limited", avec un capital total de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en mille cinq cents (1500) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Jonquière, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mai 1911.

JOS. DUMONT.

2437.2

Sous-secrétaire de la province.

**EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.**

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers du pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district

pany that is not immediately required in the manner that may be decided upon from time to time ;

To act as agents to sell, lease, manage or administer immoveables, and be paid commission for services rendered ;

To make advances of money, guarantee the undertaking or otherwise assist clients and other having business relations with the company, and acquire and hold securities of any kind, moveable or immoveables, for debts, engagements and obligations due to the company ;

To carry on business as electricians, mechanical engineers and manufacturers ;

To produce, purchase, acquire and lease, electricity for lighting and heating or motive power, or any other purpose in the counties of Chicoutimi, Saguenay and Lac Saint Jean ;

To acquire, construct, maintain, erect and operate any works, poles, wire and other materials in connection therewith ;

To purchase, lease or otherwise acquire, waterworks and water power and develop the same for the purposes of generating electric powers in which to carry on the business operations, and to sell and dispose of electric power and energy thus generated in the company ;

To construct, acquire, lease, maintain waterworks and also deal in water for motive powers, with power to construct, acquire, hold and utilize and charge for the use of the same, waterworks and sewers within the said town, lay out and make within the limits of the town, parks and all general improvements for the embellishment of the same, under the name of "The Kenogami Land Company, Limited", with a total capital of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into one thousand five hundred (1500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Jonquière, in the district of Chicoutimi.

Dated from the office of the provincial secretary, this 31st day of May, 1911.

JOS. DUMONT,

2438

Deputy Provincial Secretary.

**EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL**

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the

auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'interval de trêve écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment

parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

2383

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Am-

French language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a charter of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

2384

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

Private Bills

51. All application for Private Bills, proper by the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North

rique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un ramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doivent être annexées.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydrau-

America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred,

lique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

" 5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en que il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

" 2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements do vent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

" 3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

" 3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de

with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

" 5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of, by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

" 2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

" 3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

" 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the conso-

ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

2385 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Notre-Dame d'Hébertville s'est conformée aux dispositions de la loi des assurances de Québec, et que quarante-trois personnes ayant signé leurs noms dans le livre de souscriptions pour la somme de vingt-cinq mille piastres ou plus, est constituée en corps politique et incorporé, en vertu du sous-paragraphe 2, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI des statuts refondus de la province de Québec, 1909.

Donné conformément à l'article 6889 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, à Notre-Dame d'Hébertville, ce douzième jour de juin mil neuf cent onze.

JOS. ELZEAR TREMBLAY,
Secrétaire,
Cie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la
Paroisse de Notre-Dame d'Hébertville,
2509 Lac Saint Jean, P. Q.

Validation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

2386 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that The Mutual Fire Insurance Company of the parish of Notre-Dame d'Hébertville, having complied with the provisions of the Quebec Insurance Act, and forty persons at least having signed their names in the subscription book to the amount of twenty five thousand dollars or more, is constituted a body politic and incorporated, in virtue of sub-paragraph 2, paragraph VI, section XXII, chapter III, title XI of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909.

Given pursuant to article 6889 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, at Notre-Dame d'Hébertville, this twelfth day of June, one thousand nine hundred and eleven.

JOS. ELZEAR TREMBLAY,
Secretary,
The Mutual Fire Insurance Company of the
Parish of Notre-Dame d'Hébertville,
2510 Lake Saint John, P. Q.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Candidats à la pratique du droit.—Candidates for the practice of law.

Section d'Arthabaska.—Section of Arthabaska.

Nom.—Name.	Prénoms.—Surnames.	Age.	Résidence.
Thibeault.....	Olivier.....	22	Victoriaville.
Pepin.....	Alexis.....	25	Arthabaska

L. RENAUD LAVERGNE,
Secrétaire du Barreau d'Arthabaska.—Secretary of the Bar of Arthabaska,
Arthabaska, 12 juin—12th June, 1911.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Candidat à l'étude du droit.—Candidate for the study of law.

Section d'Arthabaska.—Section of Arthabaska.

Nom.—Name.	Prénoms.—Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
Marchand.....	Louis Philippe.....	20	Victoriaville.....	Frères du Sacré-Coeur et Sémi- naire de Québec.

L. RENAUD LAVERGNE,
Secrétaire du Barreau d'Arthabaska.—Secretary of the Bar of Arthabaska,
Arthabaska, 12 juin—12th June, 1911. 2521-22

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Examens du 4 juillet 1911.—Examinations, 4th July, 1911.

No	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	College.
1	Alexander	Geo. L.	26 ans—years..	Montreal	Mortist Bros. School, Johannesburg, McGill University. Montreal.
2	Baril.	Demetrius	26 " ..	"	Col. de Nicolet, Sém. de Philosophie, Montreal.
3	Biron	F. X. A.	18 " ..	"	Jardin de l'Enfance, Coll. Sainte Marie, Montreal.
4	Bush	S.	31 " ..	"	High School of Montreal, Shortell's Academy.
5	Cameron	N. S.	21 " ..	"	Winchester Public School, McGill University.
6	Cohen	Jos.	20 " ..	"	Montreal High School, McGill University.
7	Coughlin	G. A.	24 " ..	"	Loyola Coll., Montreal.
8	Curry	N. R.	21 " ..	"	Rothsay Coll. N. B., Acadia Coll., Wolfville, N. S.
9	Cusson	Paul A.	20 " ..	"	Coll. Loyola, Cours de M. de Kerméno.
10	Dandurand	G. A.	20 " ..	Valleyfield	Ecole de Valleyfield, Coll. de Valleyfield
11	Demers.	Jos. V.	22 " ..	St-Jean	Ecole Normale J. Cartier, Montreal, et Cours de M. de Kerméno.
12	Denis	Wilfrid	19 " ..	St-Norbert	Sem. de Joliette et Cours de Leblond de Brumath.
13	Diner	Louis	18 " ..	Montreal	Montreal High School, Hunter Academy.
14	Dixon	Shirley	22 " ..	"	High School & McGill Univ.
15	Ethier	Benjamin	20 " ..	"	Coll. Ste-Marie, Montréal, Cours Leblond, de Boissieu.
16	Gilmour	D. P.	22 " ..	"	Abingdon School, McGill University.
17	Godin	Jos. L.	18 " ..	St-Hyacinthe..	Sém. de St-Hyacinthe, Sem. de Sherbrooke.
18	Heney	Théodore B.	20 " ..	Montreal	McGill University.
19	Lafontaine	Ayme.	19 " ..	"	Coll. Ste-Marie et Sém. de St-Hyacinthe.
20	Laurence.	J. L. Robert ..	16 " ..	"	Coll. St-Paul, Varennes, Cours Leblond de Brumath.
21	Leblanc	Evariste	19 " ..	"	Ecole Olier & Coll. Ste Marie.
22	Marcotte	Emile	17 " ..	"	Mont St-Louis, Cours Leblond de Boissieu.
23	McDonald.	A. J.	29 " ..	"	Loyola Coll., Montréal, Lycée Condocet, Paris.
24	Moyse	Robert E.	21 " ..	"	Montreal High School, McGill University.
25	Plante	W. A.	22 " ..	St-Ephrem d'Upton..	Coll. d'Ottawa, Sém. de Nicolet. Montreal High School, McGill University.
26	Propliger	Isidore	29 " ..	Montreal	Loyola Coll. Shortell's Academy.
27	Poupore	R. R.	29 " ..	"	Collège Saint-Laurent.
28	Robert	Lionel	18 " ..	"	Jardin de l'Enfance, Coll. Ste-Marie, Montreal.
29	Roch.	Hervé	20 " ..	"	High School, Quebec, University of Bishop's Coll., Lennoxville.
30	Scott.	H. H.	21 " ..	"	Mount Royal School, Mount High School.
31	Solomon	Nathan	19 " ..	"	Coll. de l'Assomption, Cours de Kerméno.
32	Tellier	Léopold	21 " ..	St-Esprit	Sém. de Joliette.
33	Tellier	Robert	19 " ..	Joliette	Montreal High School, Hunter's Academy.
34	Tritt	Saul	18 " ..	Montreal	

J. E. COULIN,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary Bar of Montreal.

Montréal, 2 juin. —2nd June, 1911.

2441-2

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Section de Trois-Rivières.—Section of Three Rivers.

Candidats à l'étude du droit.—Candidates to study of law.

Examen de juillet 1911.—Examination of July, 1911.

Noms.	Prénoms.	Age.	Résidence.	Collèges.
Durand.	J. Laurentio Delevoy.	22 ans—years..	Trois-Rivières.	Séminaire les Trois-Rivières et collège Saint-Dunstan.
Malone.	Thomas	24 “	“ ..	Académie Commerciale et professeur privé.
Pinard.....	Joseph-Hervé-Lucien.	20 “	Nicolet.	Séminaire Nicolet.

F. X. LACOURSIERE,

Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières.—Secretary, Bar of Three Rivers.
Trois-Rivières, 12 juin.—12th June, 1911. 2443-4

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Section de Québec.—Section of Quebec.

Candidats à l'étude du droit.—Candidates for the study of law.

Examens de juillet 1911.—Examinations of July, 1911.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age	Résidence.	Collège.
1	Beaudry ..	Henri.....	25	Québec.....	Séminaire de Québec.
2	Beaudoin..	Rosaire.....	23	Broughton (Station)	Collège Sainte-Anne, Université Laval, Saint Dunstan's.
3	Bouliane..	J. A. Adjutor.....	21	Murray Bay	Collège Sainte-Anne.
4	Bugeaud..	Jos. Fabien.....	30	Saint-Bonaventure..	Collège Joliette et cours Sém. de Québec
5	Caron.....	Roméo.....	20	Québec.....	École Normale Québec et cours Leblond de Brumath.
6	Déry.....	Pierre.....	22	Ville Montcalm....	Séminaire de Québec.
7	Dorion....	Chs. Napoléon.....	23	Charlesbourg.....	“
8	Gouin....	Jos. Léon Mercier..	19	Québec.....	Collège Sainte-Marie, Loyola.
9	Jessop....	James Joseph.....	19	Newport.....	Séminaire de Rimouski.
10	Lanctot...	Paul Emile Raoul..	20	Québec.....	Séminaire de Québec et Sainte-Anne.
11	Letarte...	Charles M.....	22	“	Séminaire de Québec.
12	Morin....	Maxime.....	23	“	Collège Lévis et Laval.
13	Nadeau...	J. Alfred.....	21	St Chs Bellechasse.	Séminaire de Québec.
14	Pouliot...	Mathieu.....	21	Rimouski.....	Collège de Lévis.
15	Rochette..	Edgar.....	21	Chicoutimi.....	Séminaire de Chicoutimi.
16	Roy.....	P. M. Laetare.....	28	Lévis.....	Collège de Lévis et cours privés.
17	Sylvestre..	Armand.....	21	Charlesbourg.....	Séminaire de Québec.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du Barreau de Québec.—Secretary of the Bar of Quebec.
Québec, 6 juin 1911. 2430-40

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Section de Saint-François.—Section of Saint Francis.

Candidats à l'étude du droit.—Candidates to study of law.

Examen de juillet 1911.—Examination of July, 1911.

Nom. — Name.	Prémon. — Surname.	Age.	Résidence.	Collège.
Lazure.....	Wilfrid.....	22 ans.—years.	Sherbrooke ...	Séminaire Saint-Charles Borromée, de Sherbrooke.

ARTHUR GENDRON,

Dame Elisabeth A. Kearney, du village de Sainte Agathe des Monts, district de Terrebonne, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Alfred Allard *alias* William Leblanc, journalier, du même lieu, cour supérieure, district de Terrebonne, No 280.

PREVOST & MARCHAND,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 5 juin 1911. 2473

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 952.

Dame Ange Emma Deschatelets, épouse commune en biens de Arthur Méryneau, entrepreneur p^àtrier, tous deux de la cité de Montréal, dit district, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, et le dit Arthur Méryneau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

E. D. TETREAU,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 5 mai 1911. 2479

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
No 3587.

Joseph Jean, cultivateur, de Chicoutimi,
Demandeur ;

vs

Dame Bruna Simard, de la cité de Montréal, épouse commune en biens du dit Joseph Jean, et dûment autorisée aux fins des présentes,
Défenderesse ;

et

François-Xavier Gosselin, de Chicoutimi, protonotaire de la cour supérieure pour le dit district,
Tiers-saisi.

Le demandeur a institué, le 9 mai 1911, une action en séparation de biens et de corps et de biens contre sa dite épouse.

ELZEAR LEVESQUE,
Procureur du demandeur.
Chicoutimi, 1er juin 1911. 2403.2

Cour Supérieure.—Arthabaska.
No. 149.

Dame Victorine St Laurent, épouse commune en biens de Emile Lupien, agent, de la ville de Victoriaville, a, le 23 mai 1911, poursuivi, en cette cause, son dit mari en séparation de biens.

WALSH & POISSON,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 23 mai 1911. 2287.4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No 684.

Maria Drouin, de Saint-Damien, comté de Bellechasse, épouse de Joseph Mercier, commerçant, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Joseph Mercier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17^e jour de mai courant.

FRANCEUR & VIEN,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 17 mai 1911. 2195-5

Dame Sophie Barrette, de la paroisse de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Emilien Plante, cultivateur, du même lieu, devant la cour supérieure du district de Terrebonne, sous le No 272.

PREVOST & MARCHAND,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 15 mai 1911. 2209-5

Dame Elisabeth A. Kearney, of the village of Sainte Agathe des Monts, district of Terrebonne, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband, Alfred Allard *alias* William Leblanc, laborer, of the same place, superior court, district of Terrebonne, No. 280.

PREVOST & MARCHAND,
Attorneys for plaintiff.
Sainte Scholastique, 5th June, 1911. 2474

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 952.

Dame Ange Emma Deschatelets, wife common as to property of Arthur Méryneau, contracting plasterer, both of the city of Montreal, said district, and duly authorized to "ester en justice", for the purposes hereof, and the said Arthur Méryneau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

E. D. TETREAU,
Attorney for plaintiff.
Montréal, 5th May, 1911. 2480

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
No. 3587.

Joseph Jean, farmer, of Chicoutimi,
Plaintiff ;

vs

Dame Bruna Simard, of the city of Montreal, wife "commune en biens" of the said Joseph Jean, and duly authorized,
Defendant ;

and

François Xavier Gosselin, of Chicoutimi, prothonotary of the superior court for the said district,
Garnishee.

Plaintiff has instituted an action for separation as to property and bed and board against his said wife, on the 9th of May, 1911.

ELZ. LEVESQUE,
Attorney for plaintiff.
Chicoutimi, 1st June, 1911. 2404

Superior Court—Arthabaska.
No. 149.

Dame Victorine St Laurent, wife common as to property of Emile Lupien, agent, of the town of Victoriaville, has, the 23rd of May 1911, instituted, in this case, against her said husband an action for separation as to property.

WALSH & POISSON,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 23rd May, 1911. 2288

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Québec. }
No. 684.

Maria Drouin, of Saint-Damien, county of Bellechasse, wife of Joseph Mercier, trader, of the same place, duly authorized to *ester en justice*,
Plaintiff ;

vs

Joseph Mercier, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 17th day of May instant.

FRANCEUR & VIEN,
Attorneys for the plaintiff.
Quebec, 17th May, 1911. 2196

Dame Sophie Barrette, of the parish of Saint-Jérôme, district of Terrebonne, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband, Emilien Plante, farmer, of the same place, under number 272, before the superior court.

PREVOST & MARCHAND,
Attorneys for plaintiff.
Ste Scholastique, 15th May, 1911. 2210

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4355.

Dame Agnès Béchard, de Laprairie, district de Montréal, épouse de Louis Brosseau, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Albert Poupart, cultivateur, de la paroisse Saint-Hubert, district de Montréal, en sa qualité de curateur à la personne du dit Louis Brosseau, interdit pour démence,

Défendeur ès-qualité.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 mai 1911.

PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET & GENEST,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 31 mai 1911. 2365-3

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
No 2707.

Dame Marie Anne Brosseau, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Anatole Papineau, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Anatole Papineau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, ce jour.

BEAUDIN, LORANGER, ST GERMAIN,
GUERIN & RAYMOND,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 27 mai 1911. 2359-3

Cour Supérieure.—Québec.
No 218.

Rose de Lima Emma Hébert, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Napoléon Gignac, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Napoléon Gignac, entrepreneur, de la cité de Québec, Défendeur.

Une action en séparation de biens en cette cause a été intentée le 9 janvier 1911.

PELLETIER BAILLARGEON
& ALLEYN,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 19 mai 1911. 2245.4

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2171. Dame Mathilda Lafleur, épouse commune en biens de Edouard Durette, comptable, tous deux de la cité et du district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ; vs le dit Edouard Durette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 19 mai 1911. 2263.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4294.

Dame Maria Chalifoux, de la paroisse de la Pointe aux Trembles, district de Montréal, épouse de Arthur Senez, du même lieu, constructeur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Arthur Senez, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

BESSETTE & FARIBAUT,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 15 mai 1911. 2129-5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 4355.

Dame Agnes Bechard, of Laprairie, district of Montreal, wife of Louis Brosseau, farmer, of the same place, duly authorized to " ester en justice," Plaintiff ;

vs

Albert Poupart, farmer, of the parish of Saint Hubert, district of Montreal, in his quality of curator to the said Louis Brosseau, above mentioned interdicted for idiocy.

Defendant es-qual.

An action for separation as to property has been instituted in this case the 30th May, 1911.

PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET & GENEST,
Attorneys for plaintiff.

Montréal, 31st May, 1911. 2366

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2707.

Dame Marie Anne Brosseau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Anatole Papineau, trader, of the same place, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Anatole Papineau, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

BEAUDIN, LORANGER, ST GERMAIN,
GUERIN & RAYMOND,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th May, 1911. 2360

Superior Court.—Québec.
No. 218.

Rose de Lima Emma Hébert, of the city of Quebec, wife common as to property of Napoléon Gignac, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Napoléon Gignac, contractor, of the city of Quebec, Defendant.

An action for separation as to property in this cause has been instituted on the 9th of January, 1911.

PELLETIER, BAILLARGEON
& ALLEYN,
Attorneys for plaintiff.
Québec, 19th May, 1911. 2246

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 2171. Dame Mathilda Lafleur, wife separate as to property of Edouard Durette, accountant, both of the city and district of Montreal, duly authorized for the purpose thereof, Plaintiff ; vs the said Edouard Durette, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, to-day, in this cause.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th May, 1911. 2264

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 4294.

Dame Maria Chalifoux, of the parish of Pointe aux Trembles, district of Montreal, wife of Arthur Senez, of the same place, constructor, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Arthur Senez, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted in this case.

BESSETTE & FARIBAUT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 15th May, 1911. 2130

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2293.

Dame Elvina Harris, de Montréal, épouse commune en biens de Emile Vuylsteke, commis, du même lieu, autorisée à ester en justice, le 2 février 1911, institué une action en séparation de biens contre le dit Emile Vuylsteke.

BENJ. BENOIT,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 14 février 1911. 2177-5

Province de Québec, district de Montréal, C. S., No 2886, Dame Louise Piché, Demanderesse, vs. Louis Filteau, Défendeur, de Montréal. La demanderesse a institué une action en séparation de biens contre le défendeur, Montréal, 16 mai 1911. J. O. Lacroix, avocat de la demanderesse. 2169-5

District de Saint-François, }
 No 407. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Tétreault, de la ville de Mégantic, épouse de Joseph P. Fortin, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

JOS. ROY,
 Avocat de la demanderesse.
 Sherbrooke, 11 avril 1911. 2319.4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 41.

Dame Olivine Gervais, de Montréal,
 Demanderesse ;

vs
 Napoléon Dumas, de Montréal, Défendeur.
 La demanderesse, dûment autorisée, a intenté une action en séparation de biens contre son époux, le 16 mai 1911.

LACHAPPELLE & DENIS,
 2351-3 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
 No 5032.

Dame Virginie Roy, de la paroisse de Saint-Zénon, district de Joliette, épouse commune en biens de Stanislas Desmarais, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée en justice aux fins des présentes,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Stanislas Desmarais, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

RENAUD & GUIBAULT,
 Avocats de la demanderesse.
 Joliette, 4 mai 1911. 2203-5

Avis

Avis est donné que la société en commandite sous le nom de "Geo. A. DeGuire & Cie", électriciens, qui existait à Montréal depuis le premier mars dernier, a été dissoute de consentement mutuel, le premier de juin courant (1911). 2545

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 In re E. Tremblay & Cie, Montréal, Faillis.
 Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2293.

Dame Elvina Harris, of Montreal, wife common as to property of Emile Vuylsteke, clerk, of Montreal, has, the 2nd February, 1911, instituted an action for separation as to property against the said Emile Vuylsteke, with the authorization of this court.

BENJ. BENOIT,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 14th February, 1911. 2178

Province of Quebec, district of Montreal, C. S., No. 2886, Dame Louise Piché, Plaintiff, vs. Louis Filteau, Defendant. An action for separation as to property has been instituted, this day, by plaintiff vs. defendant. Montreal, 16th May, 1911. J. O. Lacroix, plaintiff's attorney. 2170

District of Saint Francis, }
 No. 407. } *Superior Court.*

Dame Marie Tétreault, of the town of Megantic, wife of Joseph P. Fortin, undertaker, of the same place, duly authorized to sued has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

JOS. ROY,
 Attorney for plaintiff.
 Sherbrooke, 11th April, 1911. 2320

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 41.

Dame Olivine Gervais, of Montreal,
 Plaintiff ;

vs
 Napoléon Dumas, of Montreal, Defendant.
 The plaintiff, duly authorized, has instituted an action for separation as to property against her husband, on the 16th May, 1911.

LACHAPPELLE & DENIS,
 2352 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Superior Court.*
 No. 5032.

Dame Virginie Roy, of the parish of Saint Zénon, district of Joliette, wife common as to property of Stanislas Desmarais, farmer, of the same place, duly authorized for the purposes hereof,
 Plaintiff ;

vs
 The said Stanislas Desmarais, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

RENAUD & GUIBAULT,
 Attorneys for plaintiff.
 Joliette, 4th May, 1911. 2204

Notice

Notice is given that the limited partnership under the name of "Geo. A. DeGuire & Cie", electricians, which existed at Montreal since the first of March last, has been dissolved by mutual consent, on the first of June instant (1911). 2556

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In re E. Tremblay & Co., Montréal, Insolvents.
 Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter, and will

cette affaire, et sera payable à mon bureau, 55, rue Saint-François-Xavier, Montréal, le ou après le 4e jour de juillet 1911.

Toute contestation à ce bordereau de dividende devra m'être produite dans les quinze jours de cet avis.

P. L. TURGEON,
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François-Xavier,
Montréal, 2487

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Dame Hermine Gervais, faisant affaires sous le nom et raison de A. H. Lacroix, Montréal, Faillie.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable à mon bureau, 55, Saint-François Xavier, Montréal, le ou après le 6 juillet 1911.

Toute contestation à ce bordereau de dividende devra m'être produite dans les quinze jours du présent avis.

PAUL LS. TURGEON,
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François Xavier,
Montréal. 2485

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Elz. Lespérance, marchand de meubles, de Maisonneuve, Qué., Absent.

Avis est par le présent donné que, ce jour, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit failli.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous 30 jours de cette date pour garantir leur collocation sur le bordereau de dividendes.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 12 juin 1911. 2483

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Léon Murray, de Matane, marchand.

Les créanciers sont requis de nous produire leurs réclamations assermentées d'ici à 30 jours.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Curateurs conjoints.

Québec, 12 juin 1911. 2481

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re H. Bergeron, épiciier, Montréal, Failli.

En vertu d'un jugement de cette cour, en date du 9 juin 1911, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire à mon bureau dans un délai de 30 jours du présent avis.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 14 juin 1911. 2543

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. Ulric Leclaire, entrepreneur plâtrier, Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 4 juillet 1911, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 17 juin 1911. 2531

be payable at my office, 55, Saint-François-Xavier, Montreal, on or after the 4th of July, 1911.

Any contestation of said dividend must be filed with me within fifteen days of present notice.

P. L. TURGEON,
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François-Xavier,
Montreal. 2488

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Dame Hermine Gervais, carrying on business under the firm, name and style of A. H. Lacroix, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter and will be payable at my office, 55, Saint-François Xavier, Montreal, on or after the 6th of July, 1911.

Any contestation of said dividond must be filed with me within 15 days of present notice.

PAUL LS. TURGEON,
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François-Xavier street,
Montreal. 2486

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Elz Lespérance, furniture dealer, of Maisonneuve, Que., Absentee.

Notice is hereby given that, by order of this court, I was, this day, appointed curator to the estate of the above named.

Claims should be filed at my office within 30 days from this date to ensure their collocation on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 12th June, 1911. 2484

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of Léon Murray, of Matane, merchant.

Creditors are requested to file there sworn claims with us within 30 days from this date.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Joint curators.

Quebec, 12th June, 1911. 2482

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re H. Bergeron, grocer, Montreal, Insolvent.

In virtue of a judgment of the court, dated the 9th June, 1911, I have been appointed curator to the property of the said insolvent.

All persons having claims against the said estate are requested to file them at my office within a delay of thirty days from this notice.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 14th June, 1911. 2544

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J. Ulric Leclaire, contractor plasterer, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 4th of July, 1911, after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 17th June, 1911. 2532

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de G. H. Rioux, hôtelier, Drummondville, Failli.
 En vertu d'un jugement de cette cour, en date du 12 juin 1911, j'ai été nommé curateur aux biens du dit insolvable.
 Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont priées de les produire à mon bureau dans un délai de trente jours du présent avis.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
 Montréal, 14 juin 1911. 2541

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Lewis Dick, manufacturier de vêtements, Montréal, Failli.
 Avis est par le présent donné que, le 13^e jour de juin 1911, le failli a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire des biens du susdit failli.

A. LEBLANC,
 Gardien provisoire.
 2537

Province de Québec. }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 In re Louis Rodier, hôtelier, du village de Saint-Joseph, Failli.
 Le soussigné donne avis qu'il a été, ce jour, nommé curateur aux biens du failli ci-dessus, et demande la production, sous trente jours de cette date, des réclamations assermentées des créanciers de la dite faillite.

F. X. A. BOISSEAU,
 Curateur.

No 16, rue Saint-Denis,
 Saint-Hyacinthe, Qué.
 Saint-Hyacinthe, 13 juin 1911. 2539

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Alfred Chartré, plombier, Montréal, Failli.
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 4^eme jour de juillet 1911, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
 Montréal, 17 juin 1911. 2529

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 In re S. Rasminsky, Montréal, Failli.
 Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 4^e jour de juillet 1911, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

WILKS & BURNETT,
 Curateurs.

Bureau de Wilks & Burnett.
 Montreal, 17 juin 1911. 2517

District de Saint-François.

In re Joseph Soucy, Windsor Mill, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 4 juillet 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.
 Québec, 15 juin 1911. 2571

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of G. H. Rioux, hotelkeeper, Drummondville, Insolvent.
 In virtue of a judgment of the court, dated the 12th of June, 1911, I was appointed curator to the property of the said insolvent.
 All parties having claims against this estate are requested to file them at my office within thirty days from this notice.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
 Montreal, 14th June, 1911. 2542

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Lewis Dick, clothing mfr., Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the 13th day of June, 1911, the insolvent has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, and that I was appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

A. LEBLANC,
 Provisional guardian.
 2538

Province of Quebec. }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 In re Louis Rodier, hotelkeeper, of the village of Saint Joseph, Insolvent.
 The undersigned gives notice that he has, this day, been appointed curator to the property of the aforesaid insolvent, and ask for the production within thirty days from this date of the sworn claims of the creditors of the said insolvency.

F. X. A. BOISSEAU,
 Curator.

No. 16, Saint Denis street,
 Saint Hyacinth, Que.
 Saint Hyacinth, 13th June, 1911. 2540

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Alfred Chartré, plumber, Montreal, Insolvent.
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 4th day of July, 1911, after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curator.

11, Place d'Armes, Montréal.
 Montreal, 17th June, 1911. 2530

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In re S. Rasminsky, Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 4th July, 1911, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
 Curators.

Office of Wilks & Burnett.
 Montreal, 17th June, 1911. 2518

District of Saint Francis.

In re Joseph Soucy, Windsor Mill, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 4th July, 1911, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 15th June, 1911. 2571

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Alfred Brunet dit Galand Mirabel, Failli.
Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable à nos bureaux, 55 rue Saint-François-Xavier, Montréal, le on après le 4 juillet 1911.

Toute contestation à ce bordereau de dividende devra nous être produite avant la date susmentionnée.

P. J. CHARTRAND,
PAUL LOUIS TURGEON,
Curateurs conjoints,

55, Saint-François-Xavier, Montréal. 2527

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 97.

Dans l'affaire de Thos. O. Sinclair, "Scotia Engineering Works", Failli.

Avis est par les présentes donné que, le 12e jour de juin 1911, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être déposées entre mes mains sous trente jours de cette date.

WM. T. HOOD,
Curateur.

Bureau du curateur :
50, Notre-Dame Ouest, Montréal.
Montréal, 14 juin 1911. 2519

District de Montmagny.

In re Philius Létourneau, Saint-Fierre de Montmagny, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 15 juin 1911, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 15 juin 1911. 2563

District de Trois Rivières.

In re J. L. L. Gailloux, Grand Mère, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3 juillet 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 15 juin 1911. 2569

District de Gaspé.

Dans l'affaire de Isaac Lelièvre, Little River East, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3 juillet 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 15 juin 1911. 2565

District de Québec.

In re J. O. Nault, Lac au Sable, Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Alfred Brunet dit Galand Mirabel,

Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter and will be payable at our office, 55, Saint Francois Xavier, Montreal, on or after the 4th of July, 1911.

Any contestation of said dividend must be filed with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND,
PAUL LOUIS TURGEON,
Joint curators,

55, Saint François-Xavier, Montreal. 2528

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 97.

In the matter of Thos. O. Sinclair, Scotia Engineering Works, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 12th day of June, 1911, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this date.

WM. T. HOOD,
Curator.

Office of the curator :
50, Notre Dame West, Montreal.
Montreal, 14th June, 1911. 2520

District of Montmagny.

In re Philius Létourneau, Saint Pierre de Montmagny, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 15th June, 1911, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
Quebec, 15th June, 1911. 2564

District of Three Rivers.

In re J. L. L. Gailloux, Grand Mère, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 3rd July, 1911, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 15th June, 1911. 2570

District of Gaspé.

In the matter of Isaac Lelièvre, Little River East, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 3rd July, 1911, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 15th June, 1911. 2576

District of Quebec.

In re J. O. Nault, Lac au Sable, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection

jusqu'au 3 juillet 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 15 juin 1911. 2567

District de Kamouraska.

Dans l'affaire de Paul Beaulieu, Saint-Honoré,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 9 juin 1911, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 15 juin 1911. 2561

District de Trois-Rivières.

Gérald Griffin, Saint Elie, comté Saint Maurice, marchand, a, le 10 juin 1911, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Trois-Rivières, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu,
Québec, 15 juin 1911. 2559

Avis est par le présent donné que Philippe Gagné, de Saint-Philippe de Néri, Kamouraska, propriétaire de moulin, a fait cession de ses biens le 8 juin 1911, pour le bénéfice de ses créanciers.

J. ARISTIDE BENOIT,
Gardien provisoire.

Fraserville, 12 juin 1911. 2507

Ordre de Cour

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 7912.

Sweetsburg, le septième jour de juin 1911.

Présent : L'Honorable juge W. W. Lynch.

Chase Gilman, commerçant, du canton de Potton,
dans le district de Bedford, Demandeur ;

vs

Louis St-Laurent, ci-devant du village de Sutton,
dit district, et maintenant du village de Cowansville,
dit district, Défendeur ;

et

Divers opposants.

Vu l'opposition afin de conserver sur les deniers prélevés en cette cause, par la vente des biens meubles du défendeur et l'allégation de déconfiture ;

Il est ordonné aux créanciers du défendeur de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la première insertion du présent ordre dans la "Gazette Officielle de Québec".

Par ordre,

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

2469.2

until 3rd July, 1911, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 15 June, 1911. 2568

District of Kamouraska.

In the matter of Paul Beaulieu, Saint-Honoré,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 9th June, 1911, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 15th June, 1911. 2562

District of Three Rivers.

Gérald Griffin, Saint Elie, Saint Maurice county, merchant, has, on the 10th of June, 1911, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 15th June, 1911. 2560

Notice is hereby given that Philippe Gagné, of Saint Philippe de Néri, Kamouraska, mill owner, has made an abandonment of his property on the 8th June, 1911, for the benefit of his creditors.

J. ARISTIDE BENOIT,
Provisional guardian.

Fraserville, 12th June, 1911. 2508

Order of the Court

Province of Québec, {
District of Bedford. } *Superior Court.*
No 7912.

Sweetsburg, the seventh day of June, 1911.

Present: The Honorable Mr. Justice Lynch.

Chase Gilman, of the township of Potton, in the district of Bedford, trader, Plaintiff ;

vs

Louis St-Laurent, heretofore of the village of Sutton, said district, but now of the village of Cowansville, said district, Defendant ;

and

Divers opposants.

Seeing the opposition for payment of the moneys levied in this cause, by the sale of the moveable property of the defendant and the allegation of insolvency ;

The creditors of the defendant are ordered to file their claims within fifteen days from the first insertion of the present order in the "Quebec Official Gazette."

By order,

LEONARD & NOYES,
P. S. C.

2470

Licitation

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 3091.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 12 juin 1911, dans une cause portant le No 3091, des dossiers de cette cour, dans laquelle Dame Johannah Scanlon, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Tancrede Hamelin, du même lieu, propriétaire d'hôtel, et le dit Tancrede Hamelin pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, est Demanderesse; et Richard Scanlon, des cité et district de Montréal, maître-charretier, Dame Mary Scanlon, de la cité de Chicago, dans l'état de l'Illinois, un des états-unis d'Amérique, épouse de Stephen Smith, du même lieu, tailleur de verre, et le dit Stephen Smith pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Dame Ellen Scanlon, fille majeure, de la cité de Chicago, dans l'état de l'Illinois, un des états-unis d'Amérique, Tancrede Hamelin, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de tuteur à la propriété située dans la province de Québec, et appartenant à Bertram Higgins et Margaret Higgins, de la cité de Chicago, dans l'état de l'Illinois, l'un des états-unis d'Amérique, enfants mineurs issus du mariage de feu Catherine Scanlon et de son mari Jeremiah C. Higgins, aussi de Chicago, Michael Scanlon, autrefois des cité et district de Montréal, mais maintenant de pays inconnus, sont Défendeurs. Le dit jugement ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir :

Un certain lot de terre connu et désigné sous le numéro 518, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent—avec les bâtisses ci-dessus érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et a'jugé au plus haut et dernier enchérisseur, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain 1911, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle 31, du palais de justice de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin d'annuler ou afin de charge à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
 Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 juin 1911. 2557
 [Première publication, 17 juin 1911].

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

Licitation

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 3091.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 12th of June, 1911, in a cause bearing No. 3091, of the records of the said court, in which Dame Johannah Scanlon, of the city and district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Tancrede Hamelin, of the same place, hotel proprietor, and the said Tancrede Hamelin to authorize his said wife for the purposes hereof, is Plaintiff; and Richard Scanlon, of the city and district of Montreal, master-carrier, Dame Mary Scanlon, of the city of Chicago, in the state of Illinois, one of the united states of America, wife of Stephen Smith, of the same place, glass cutter, and the said Stephen Smith to authorize his said wife for the purposes hereof, Dame Ellen Scanlon, spinster, of the city of Chicago, in the state of Illinois, one of the united states of America, Tancrede Hamelin, of the city and district of Montreal, in his capacity of tutor to the property situate in the province of Quebec, and belonging to Bertram Higgins and Margaret Higgins, of the city of Chicago, in the state of Illinois, one of the united states of America, minor children issue of the marriage of the late Catherine Scanlon and of her husband, Jeremiah C. Higgins, also of Chicago, Michael Scanlon, formerly of the city and district of Montreal, but presently of parts unknown, are Defendants. The said judgment ordering the licitation of the following immoveable, to wit :

A certain lot of land known and designated under No. 518, of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward—with the buildings thereon erected;

The immoveable above designated will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTIETH day of JULY next, 1911, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in room No. 31 of the court house of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th June, 1911. 2558
 [First published, 17th June, 1911].

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*Arthabaska, à savoir : } **N** A P O L E O N G R E -
No. 546. } **N** G O I R E, Demandeur ;
vs THELESPHORE DESROCHERS, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à une heure de l'après-midi, le quinzième jour d'avril dernier, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, aura lieu au MEME ENDROIT et à la MEME HEURE, le QUATRIEME jour de JUILLET prochain, 1911.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif. Shérif.
Arthabaska, 14 juin 1911. 2505
[Première publication, 17 juin 1911.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux espécitfs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Beauce.*Beauce, à savoir : } **F** R A N C I S D R O U I N, Deman-
No 162. } **F** R A N C I S D R O U I N, Demandeur ; contre OLIVIER
GILBERT, FILS, Défendeur.

Une terre située en le neuvième rang nord-ouest du canton de Risborough, maintenant connue comme étant les deux tiers sud du lot numéro huit (8), du cadastre officiel du dit neuvième rang nord-ouest du dit canton—avec les bâisses dessus contraintes et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ludger de Risborough, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain 1911, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. V. NADEAU,

Bureau du shérif. Député shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 23 mai 1911. 2301.2
[Première publication, 27 mai 1911].

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.*Province de Québec, } **T** H E T R U S T A N D L O A N
District de Montréal. } **C** O M P A N Y O F C A -
No 1212. } **N** A D A, L I M I T E D, Deman-
deresse ; vs CHARLES MONGRAIN ET ELZEAR
VACHON, hôteliers, de la cité de Salaberry de
Valleyfield, district de Beauharnois, Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, à savoir :
(a) Cet emplacement situé dans la ville de Salaberry de Valleyfield, connu sous le numéro cent quatre-vingt-dix-huit (198), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Valleyfield, à distraire cependant du dit lot No 198, la partie d'icelui donnée en échange à James J. Kelly, conformément à un acte d'échange entre les dits James J. Kelly et Joseph Payant dit St. Onge, passé devant Mtre R. S. Joron, notaire, à Valleyfield, le 22e jour d'avril 1881, et enregistré sous le No 16855—avec les bâisses sus érigées sur le dit emplacement ;

(b) Toute cette partie de l'emplacement situé au même lieu et connu sous le numéro cent quatre-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Arthabaska.*Arthabaska, to wit : } **N** A P O L E O N G R E G O I R E,
No. 546. } **N** G O I R E, Plaintiff ; vs THELES-
PHORE DESROCHERS, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which were advertized to be sold at one o'clock in the afternoon, on the fifteenth day of April last, at the parochial church door of Saint Calixte of Somerset, shall be sold at the SAME HOUR and PLACE, on the FOURTH day of JULY next, 1911.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 14th June 1911. 2506
[First published, 17th June, 1911.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court.—District of Beauce.*Beauce, to wit : } **F** R A N C I S D R O U I N, Plaintiff ;
No. 162. } **F** R A N C I S D R O U I N, Plaintiff ;
JUNIOR, Defendant.

A land situate in the ninth north west range of the township of Risborough, now known as being the two thirds south of lot number eight (8) of the official cadastre of the said ninth north west range of the said township—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ludger de Risborough, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, 1911, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. V. NADEAU,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 23rd May, 1911. 2302
[First published, 27th May, 1911].

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.*Province of Québec, } **T** H E T R U S T A N D L O A N
District of Montréal. } **C** O M P A N Y O F C A -
No. 1212. } **N** A D A, L I M I T E D, Plaintiff ;
vs CHARLES MONGRAIN AND ELZEAR VA-
CHON, hotelkeepers, of the city of Salaberry de
Valleyfield, district of Beauharnois, Defendants.

As belonging to the said defendants, to wit :
(a) That emplacement situate in the town of Salaberry de Valleyfield, known under number one hundred and ninety eight (198), of the official plan and book of reference of the said town of Valleyfield, to be detached however from the said lot No. 198, the portion thereof given in exchange to James J. Kelly, according to a deed of exchange between the said James J. Kelly and Joseph Payant dit St. Onge, passed before Mtre R. S. Joron, notary, at Valleyfield, on the 22nd of April, 1881, and registered under No. 16855—with the buildings erected on the said emplacement, also ;

(b) All that part of the emplacement situate at the same place and known under number one

vingt-dix-neuf (199), des dits plan et livre de renvoi officiels de la ville de Valleyfield, contigu au dit lot No 198, acquis par le dit Joseph Payant dit St. Onge, l'auteur de Joseph Vachon, père, du dit James J. Kelly, en échange de la partie du dit lot 198, détachée du susdit lot tel que ci-dessus mentionné ; les dits deux emplacements formant qu'un seul lot de terre ou propriété faisant front sur la rue Victoria.

Pour être vendus au bureau du shérif, dans le palais de justice, dans la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain 1911, à ONZE heures de l'avant-midi.

JEAN BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 14 juin 1911. 2555
[Première publication, 17 juin 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } GEORGE W. KEDDY
District de Montréal, } ET EDMOND Y. KEN-
No 2649. } NEY, tous deux du village
de Hemmingford, dans le comté de Huntingdon et
district de Beauharnois, marchands et associés, faisant
affaires en société dans le village de Hemming-
ford susdit, sous les nom et raison de "Keddy &
Kenney, Demandeurs ; vs STEPHEN LUSSIER,
des cité et district de Montréal, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Lot cent six E (106 E), troisième rang, terres octroyées, sur les plan et livre de renvoi officiels du canton de Hemmingford, dans le comté de Huntingdon—avec les bâtisses sus érigées,

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Romain de Hemmingford, district de Beauharnois, JEUDI, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain 1911, à UNE heure de l'après-midi.

JEAN BTE D'AMOUR,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 23 mai 1911. 2291.2
[Première publication, 27 mai 1911.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure.—New Carlisle.

Province de Québec, } ALPHONSE NOEL,
District de Gaspé, } Demandeur ; contre
Comté de Bonaventure, } les terres et tenements
No 1078. } de JOSEPH ARSE-
NAULT, FILS JOSEPH, Défendeur, et F. D. Lavigneur, curateur au délaissement.

Un lot de terre situé à Saint-Bonaventure, dans le deuxième rang du canton de Hamilton, contenant cent neuf acres et demi de terre en superficie, étant la moitié ouest du lot primitif numéro vingt-cinq (No 25), et connu sous le numéro sept cent quatorze (No 714), du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Hamilton ; borné en front par le premier rang, en arrière par le troisième rang, à l'est par le résidu du dit lot, et à l'ouest par Léon Arsenault.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bonaventure d'Hamilton, JEUDI, le SIXIEME jour de JUILLET prochain 1911, à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
New Carlisle, 22 mai 1911. 2293.2
[Première publication, 27 mai 1911.]

hundred and ninety nine (199), of the said official plan and book of reference of the town of Valleyfield, contiguous to the said lot No. 198, acquired by the said Joseph Payant dit St. Onge, the *auteur* of Joseph Vachon, *père*, from the said James J. Kelly, in exchange for the portion of the said lot No. 198, detached from the latter lot as herein above stated ; the said two emplacements forming but one lot of land or property fronting on Victoria street.

To be sold at the sheriff's office, at the court house, in the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of JULY next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon.

JEAN BTE DAMOUR,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 14th June, 1911. 2556
[First published, 17th June, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } GEORGE W. KEDDY
District of Montreal, } AND EDMOND Y.
No. 2649. } KENNEY, both of the vil-
lage of Hemmingford, in the county of Hunting-
don, and district of Beauharnois, merchants and
co-partners, carrying on business in co-partnership
at the village of Hemmingford aforesaid, under
the style and firm of "Keddy & Kenney", Plain-
tiffs ; vs STEPHEN LUSSIER, of the city and
district of Montreal, Defendant.

As belonging to the defendant :

Lot one hundred and six E (106 E), third range, granted lands, on the official plan and book of reference of the township of Hemmingford, in the county of Huntingdon—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Romain de Hemmingford, district of Beauharnois, on THURSDAY, the TWENTY NINTH day of JUNE next, 1911, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

JEAN BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 23rd May, 1911. 2292
[First published, 27th May, 1911.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court—New Carlisle.

Province of Quebec, } ALPHONSE NOEL,
District of Gaspé, } Plaintiff ; against
County of Bonaventure, } the lands and tenements
No. 1078. } of JOSEPH ARSE-
NAULT, FILS JOSEPH, Defendant, and F. D. La-
vigneur, curator to the surrender.

A certain lot of land situate at Saint Bonaven-
ture, in the second range of the township of Hamil-
ton, containing one hundred and nine acres and one
half acre of land in superficies, being the west half
of the primitive lot number twenty five (No. 25),
and now known as number seven hundred and
fourteen (No. 714), of the official cadastre and book
of reference of the said township of Hamilton ;
bounded in front by the first range, in rear by the
third range, on the east by the remainder of said
lot, and to the west by Léon Arsenault.

To be sold at the parochial church door of Saint
Bonaventure d'Hamilton, in THURSDAY, the
SIXTH day of JULY next, 1911, at the hour of
ELEVEN o'clock in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's office, Sheriff.
New-Carlisle, 2nd May 1911. 2294
[First published, 27th May, 1911.]

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Canada, }
Province de Québec, } G O D F R O Y F O U R-
District d'Iberville. } N I E R, Demandeur; vs
No 42. } H O R M I S D A S L U S-
S I E R, Défendeur.

Un emplacement sis et situé au côté sud-ouest du chemin de la Grande Ligne, au village de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Alexandre, sous le numéro deux cent quatre-vingt-onze (No 291)—avec une maison (ayant récemment servie d'auberge) et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Alexandre, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 16 juin 1911. 2577
[Première publication, 17 juin 1911].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : }
No 3842. } V A L E N T I N T R A H A N,
Demandeur; vs LOUIS
S T. H I L A I R E, Défendeur.

Un morceau de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Paul de l'Île-aux-Noix, dans le district d'Iberville, de la contenance d'un arpent de front de large sur un arpent de long dans la ligne sud, et d'un arpent et six perches dans la ligne nord, étant le coin sud-est du dit lot numéro quatre-vingt-dix, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Valentin, dans le dit district; borné le dit morceau de terre, à l'est par la rivière Richelieu, au sud par le chemin public conduisant du village de la dite paroisse de Saint-Paul à la dite rivière, au nord et à l'ouest par la partie du dit lot No 90, appartenant à Jean Bte Gosselin.

A distraire cependant de la dite vente toutes les bâtisses construites sur le dit morceau de terre.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Paul de l'Île-aux-Noix, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 20 mai 1911. 2267.2
[Première publication, 27 mai 1911.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : }
No. 5008. } L U D G E R B E A U R E G A R D,
Demandeur; vs JOSEPH
S T. J E A N, Défendeur.

Tous les droits, prétentions et améliorations du défendeur en cette cause, sur les lots Nos douze et treize (Nos 12 et 13), du neuvième rang du canton

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.

Canada, }
Province of Quebec, } G O D F R O Y F O U R-
District of Iberville. } N I E R, Plaintiff; vs
No. 42. } H O R M I S D A S L U S S I E R,
Defendant.

An emplacement lying and situate on the south west side of the road of the Grand Line, at the village of the parish of Saint Alexander, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Alexander, under the number two hundred and ninety one (No. 291)—with a house (recently used as a tavern) and other buildings thereon erected.

To be sold at the prochoial church door of the said parish of Saint Alexander, on the EIGHT-EENTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Johns, 16th June, 1911. 2578
[First published, 17th June, 1911]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : }
No. 3842. } V A L E N T I N T R A H A N,
Plaintiff; vs LOUIS
S T. H I L A I R E, Defendant.

A piece of ground lying and situate in the parish of Saint-Paul de l'Île-aux-Noix, in the district of Iberville, containing one arpent in width by one arpent in length in the southern line, and one arpent and six perches in the northern line, being the south east corner of the lot number ninety, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Valentin, in the said district; bounded the said piece of ground, to the east by the river Richelieu, to the south by the public road leading from the village of the said parish of Saint Paul to the said river, to the north and to the west by the part of the said lot No. 90, belonging to Jean Bte Gosselin.

To be withdraw or however of the said sale all the buildings erected on the said piece of ground.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint-Paul de l'Île-aux-Noix, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Johns, 20th May, 1911. 2268
[First published, 27th May, 1911].

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : }
No. 5008. } L U D G E R B E A U R E G A R D,
Plaintiff; vs JOSEPH
S T. J E A N, Defendant.

All the rights, pretensions, improvements of the defendant in this cause, in lots Nos. twelve and thirteen (Nos. 12 and 13), of the ninth range of the

de Clinton, dans le district de Joliette, seront vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte Marie de la Mercie, le VINGT-HUITIEME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD, Sheriff.
Bureau du Shérif, Joliette, 22 mai 1911. 2273.2
[Première publication, 27 mai 1911.]

township of Clinton, in the district of Joliette, will be sold at the church door of the parish of Sainte Marie de la Mercie, on the TWENTY EIGHTH day of the month of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD, Sheriff.
Sheriff's Office, Joliette, 22nd May, 1911. 2274
[First published, 27th May, 1911.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Kamouraska, } JEAN-BAPTISTE
No. 4579. } THIBAUT, Demandeur ; contre THOMAS RAYMOND, Défendeur.

1° Un emplacement faisant partie du lot cadastral numéro neuf cent trente-sept, de la paroisse de Saint-Patrice de la Rivière du Loup, de forme triangulaire, sans garantie de mesure ; borné au nord-est à la route, au nord-ouest à Gonzague Lévesque, par le sud-ouest à Wm. Fraser, et se terminant en pointe à la route, au sud-est—avec une maison et autres bâties dessus construites.

2° Un autre terrain formant partie du même lot cadastral ; borné au sud-ouest à la dite route conduisant au village Saint-Antoine, au nord-est à S. C. Riou, au nord-ouest à Eusèbe Bérubé, à environ quatre-vingts pieds d'une rue projetée, et au sud-est au même sieur Bérubé, à environ cinquante pieds d'Eluid Bélanger, mesurant cent pieds de large par deux cent cinquante pieds de profondeur au nord, et trois cents pieds, mesure anglaise, au sud, le tout environ, et tel que borné par des piquets.

Le tout à charge des rentes annuelles constituées. Pour être vendus en un seul lot au bureau du shérif, à Fraserville, le VINGT NEUVIEME jour de JUIN 1911, à DIX heures du matin.

P. EUG. MARTIN, Sheriff.
Bureau du shérif, Fraserville, 23 mai 1911. 2295-2
[Première publication, 27 mai 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Kamouraska, } GUILLAUME
No. 4689. } MALENFANT, Demandeur ; contre DAVID LEVESQUE, Défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Fraserville, sur l'avenue de l'Hôtel-de-Ville, de cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné comme suit : au sud-est à la dite rue, au nord-ouest aux seigneurs Fraser, au nord-est à François Grand-Maison, au sud-ouest à Guillaume Malenfant, le demandeur—avec bâties dessus construites ; étant la partie sud-ouest du lot cadastral No cinq cent trente (p. No 530), mesurant trente-cinq pieds de front ; et la partie nord-est du lot cadastral No trois cent vingt-neuf (p. No 329), mesurant quinze pieds de front, cadastre de Fraserville ; à charge des rentes annuelles constituées.

Pour être vendu au bureau du shérif, à Fraserville, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN 1911, à DIX heures du matin.

P. EUG. MARTIN, Sheriff.
Bureau du shérif, Fraserville, 23 mai 1911. 2297.2
[Première publication, 27 mai 1911.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Kamouraska, } JEAN BAPTISTE
No 4579. } THIBAUT, Plaintiff ; against THOMAS RAYMOND, Defendant.

1. An emplacement forming part of cadastral lot number nine hundred and thirty seven, of the parish of Saint Patrice de la Rivière du Loup, of triangular outline, without warranty of measurement ; bounded on the north east by the road, on the north west by Gonzague Lévesque, on the south west by Wm. Fraser, and ending in a point at the road on the south east—with a house and other buildings thereon erected.

2. Another lot of land forming part of the same cadastral lot ; bounded on the south west by the said road leading to Saint Antoine village, on the north east by S. C. Riou, on the north west by Eusèbe Bérubé, at about eighty feet from a projected street, and on the south east by the same sieur Bérubé, at about fifty feet from Eluid Bélanger, measuring one hundred feet in width by two hundred and fifty feet in depth on the north, and three hundred feet, english measure, on the south, the whole about, and as bounded by posts.

All subject to the yearly constituted rents. To be sold in one lot at the sheriff's office, at Fraserville, on the TWENTY NINTH day of JUNE, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN, Sheriff.
Sheriff's office, Fraserville, 23rd May, 1911. 2296
[First published, 27th May, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Kamouraska, } GUILLAUME
No. 4689. } MALENFANT, Plaintiff ; against DAVID LEVESQUE, Defendant.

An emplacement situate in the city of Fraserville, on City Hall avenue, of fifty feet in front by one hundred feet in depth, english measure ; bounded as follows : on the south east by the said street, on the north west by the seigneurs Fraser, on the north east by François Grand-Maison, on the south west by Guillaume Malenfant, the plaintiff—with buildings thereon erected ; being the south west part of cadastral lot No. five hundred and thirty (p. No. 530), measuring thirty five feet in front ; and the north east part of cadastral lot No. three hundred and twenty nine (p. No. 329), measuring fifteen feet in front, cadastre of Fraserville ; subject to the yearly constituted rents.

To be sold at the sheriff's office, at Fraserville, on the TWENTY EIGHT day of JUNE, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN, Sheriff.
Sheriff's office, Fraserville, 23rd May, 1911. 2298
[First published, 27th May, 1911.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D**AME NOËMI LARIVÉE,
No 52. } épouse contractuellement
séparée de biens de J. Ulric Leclaire, et y faisant
affaires comme marchande publique, sous le nom de
J. M. Leclaire & Cie, Demanderesse; contre
FERDINAND LEYSEN, Défendeur.

Un terrain—avec bâtisses y érigées, situé dans la ville de Maisonneuve, district de Montréal; borné en front par l'avenue Orléans, composé de deux lots de terre connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous les numéros huit cent vingt-un et huit cent vingt-deux, de la subdivision officielle du lot numéro primitif dix-huit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGTIÈME** jour de **JUILLET** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 13 juin 1911. Shérif. 2495
[Première publication, 17 juin 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L**AURENT J U S T I N
No 2806. } **L** FOISY, Demandeur;
contre **ELIAS ILIEFF**, Défendeur.

Un emplacement situé à Tétraultville, en la paroisse de la Longue Pointe, et maintenant de la cité de Montréal; borné en front par la rue Azilda, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de la Longue Pointe, sous le numéro cent cinquante, de la subdivision du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-neuf (150-399)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Avis public est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu le dix-neuvième jour de janvier dernier, aura lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **TREIZIÈME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 14 juin 1911. Shérif. 2579
[Première publication, 17 juin 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D**AME EMILIA ROCHON,
No 2410. } veuve de feu Arminie
Chevalier, en sa qualité d'héritière légataire uni-
verselle et exécutrice testamentaire de feu son dit
époux, Demanderesse; contre **NARCISSE ROY**,
Défendeur.

Un lot de terre vacant sis et situé dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision six cent soixante et seize A (676 A), du lot officiel connu sous le numéro dix (10), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant vingt-cinq pieds de front par soixante et seize pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par l'avenue Casgrain, avec droit en commun avec ceux y ayant droits dans la ruelle en arrière du dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D**AME NOËMIE LARI-
No. 52. } **D** VÉE, wife separated as
to property by marriage contract of J. Ulric Le-
claire, and there doing business as a *marchande*
publique, under the name of J. M. Leclaire & Cie,
Plaintiff; against **FERDINAND LEYSEN**, De-
fendant.

A lot of land—with buildings thereon erected, situate in the town of Maisonneuve, district of Montreal; bounded in front by Orleans avenue, composed of two lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, under the numbers eight hundred and twenty one and eight hundred and twenty two, of the official subdivision of lot primitive number eighteen.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTIETH** day of **JULY** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 13th June, 1911. Sheriff. 2496
[First published, 17th June, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **L**AURENT JUSTIN FOISY,
No. 2806. } **L** Plaintiff; against **ELIAS**
ILIEFF, Defendant.

An emplacement situate at Tétraultville, in the parish of Longue Pointe, and now of the city of Montreal; bounded in front by Azilda street, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Longue Pointe, under number one hundred and fifty, of the subdivision of lot number three hundred and ninety nine (150-399)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Public notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in this cause, which was to have taken place on the nineteenth day of January last, shall take place at my office, in the city of Montreal, on the **THIRTEENTH** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Montréal, 14th June, 1911. Sheriff. 2580
[First published, 17th June, 1911.]

FIERIS FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D**AME EMILIA ROCHON,
No. 2410. } **D** widow of the late Armi-
nie Chevalier, in her capacity of heiress, uni-
versal legatee and testamentary executrix of her
late said husband, Plaintiff; against **NARCISSE**
ROY, Defendant.

A lot of vacant land being and situate in Laurier ward, of the city of Montreal, known and designated as being subdivision six hundred and seventy six A (676 A), of the official lot known under number ten (10), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, containing twenty five feet in front by seventy six feet in depth, english measure, more or less; bounded in front by Casgrain avenue, with right in common in the lane in the rear of the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,
Montréal, 23 mai 1911.

[Première publication, 27 mai 1911.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrats.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } JULES LARAMIE, Deman-
No 363. } deur ; vs GODFROY SA-
BOURIN ET AL, Défendeurs, à savoir :

Tous les droits, titre et intérêt du dit défendeur G. Sabourin, dans et sur ces certains lots numéros vingt-sept et vingt-huit (27 et 28), dans le cinquième rang du canton de Hincks, dans le district d'Ottawa (sauf et excepté un acre de terre étant partie du lot 27—avec une maison et autre bâtisses sus-érigées, le dit morceau de terre étant borné au nord par l'anse Whitefish, au sud par le chemin Irish-Creek, en front par le chemin public, et en arrière par la propriété du dit défendeur) ; sujet au droit de réméré en faveur de J. N. Ste. Marie.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement dans la cité de Hull, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures ET UN QUART de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif,
Hull, 8 juin 1911.

Shérif,
2503

[Première publication, 17 juin 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } MASSEY, HARRIS CO.,
No 8163. } LIMITED, Demanderesse ;
contre JOSEPH POULIN, Défendeur, à savoir :

Lot numéro cinquante et un (51), du village de Maniwaki, dans le district d'Ottawa, conformément à un plan fait par le département des affaires Indienne, Ottawa, en date du 29 novembre 1904 ; borné à l'est par le lot 50, à l'ouest par le lot 52, au nord par les terres submergées, et au sud par la rue Pakinawatick—avec une maison à double logement sus érigée et autres améliorations.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif,
Hull, 8 juin 1911.

Shérif,
2501

[Première publication, 17 juin 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } WATSON & TODD,
No 2849. } LIMITED, Demandeurs ;
contre "THE EAST TEMPLETON LUMBER
COMPANY, LIMITED", Défenderesse, à savoir :

Tous ces morceaux ou étendues de terre étant composés de :

1° Lot dix-huit A (18 A), dans le cinquième rang du canton de Wakefield, dans le district d'Ottawa.
2° Lots numéros dix-neuf et vingt (19 et 20), dans le sixième rang du dit canton de Wakefield, contenant 400 acres en superficie, plus ou moins.

3° Lots numéros vingt deux A et vingt-trois A (22 A et 23 A), dans le onzième rang du dit canton de Wakefield.

4° Lot numéro vingt-huit (28), dans le huitième

on the TWENTY NINTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, 23rd May, 1911.

[First published, 27th May, 1911]

Sheriff,

2300

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } JULES LARAMIE, Plaintiff ;
No. 363. } vs GODFROY SABOURIN
ET AL, Defendants, to wit :

All the right, title and interest of the said defendant G. Sabourin, in and to those certain lots numbers twenty seven and twenty eight (27 and 28), in the fifth range of the township of Hincks, in the district of Ottawa (save and except one acre of land being part of said lot 27—with a house and other buildings thereon, said piece of land being bounded to the north by Whitefish Creek, to the south by the Irish Creek road, in front by the public road, and in rear by property of said defendant) ; subject to a right of redemption in favor of J. N. St. Marie.

To be sold at the registry office in the city of Hull, on the NINETEENTH day of JULY next, at A QUARTER PAST TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office,

Hull, 8th June, 1911.

[First published, 17th June 1911.]

Sheriff,

2504

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } MASSEY, HARRIS CO.,
No 8163. } LIMITED, Plaintiff ;
against JOSEPH POULIN, Defendant, to wit :

Lot number fifty-one (51), of the village of Maniwaki, in the district of Ottawa, according to a plan issued by the department of Indian Affairs, Ottawa, dated 29th November, 1904, and bounded to the east by lot 50, to the west by lot 52, to the north by flooded lands, and to the south by Pakinawatick street—with a double tenement building and other improvements thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the NINETEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office,

Hull, 8th June, 1911.

[First published, 17th June, 1911]

Sheriff,

2502

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } WATSON & TODD, LIMITED,
No. 2849. } Plaintiffs ; against THE
EAST TEMPELTON LUMBER COMPANY,
LIMITED, Defendant, to wit :

All those certain parcels or tracts of land being composed of :

1. Lot eighteen A (18 A), in the fifth range of the township of Wakefield, in the district of Ottawa.
2. Lots numbers nineteen and twenty (19 and 20), in the sixth range of the said township of Wakefield, containing 400 acres in superficies, more or less.

3. Lots numbers twenty two A and twenty three A (22 A and 23 A), in the eleventh range of the said township of Wakefield.

4. Lot number twenty eight (28), in the eighth

rang du dit canton de Buckingham, dans le dit district d'Ottawa.

5° Lot numéro un A (1 A), dans le deuxième rang du canton de Portland Est, dans le dit district.

6° La moitié indivise de l'intérêt dans le lot numéro vingt (20), dans le septième rang du dit canton de Portland Est.

7° Lot numéro seize (16), dans le neuvième rang du canton de Portland Ouest, dans le dit district.

8. Lot numéro neuf (9), dans le deuxième rang du canton de Derry, dans le dit district.

Pour être vendus comme suit : numéros 4, 5, 6, 7 et 8, au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et numéros 1, 2 et 3, au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le dit DIX-HUITIEME jour de JUILLET, à DEUX heures de l'après-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Hull, 11 juin 1911. Shérif. 2499

[Première publication, 17 juin 1911].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Nominating.

Ottawa, à savoir : } ANTONIO MATTE, No 217. } Demandeur ; contre WILFRID WHISSEL, Défendeur, à savoir :

La moitié ouest d'un emplacement—avec bâtisses sus-érigées, formant partie du lot de terre No cinquante et un (51), dans le troisième rang du canton de Robertson, dans le district d'Ottawa, contenant 50 pieds de largeur sur 150 pieds de profondeur, plus ou moins ; borné au nord par partie du dit lot 51, au sud par le chemin public, communément appelé rue Portage, à l'est par un emplacement occupé par Aldéric Bélec, et à l'ouest par un emplacement occupé par Ferdinand Larose, sur le même lot.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Hull, 10 juin 1911. Shérif. 2497

[Première publication, 17 juin 1911].

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que le TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure, à Bryson.

Province de Québec, } THE OTTAWA WINE District of Pontiac, } VAULT COMPANY No 1219. } LIMITED, Demanderesse ; vs JOSEPH LAROCHE, Défendeur, à savoir :

Un morceau ou étendue de terre formant partie du lot 33, dans le sixième rang du canton de Duhamel, mesurant, suivant l'arpentage primitif, trois quarts d'un acre de front sur le chemin Quinze, sur cent quatre-vingt pieds de profondeur—avec les bâtisses sus-érigées ; borné comme suit : au nord par le chemin Quinze, à l'est par Philip Bellehumeur, au sud par Isoie Doire, et à l'ouest par Charles Brassard.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Ville Marie, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN 1911, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du shérif, Bryson, 20 mai 1911. Shérif. 2269-2

[Première publication, 27 mai 1911].

range of the said township of Buckingham, in the said district of Ottawa.

5. Lot number one A (1 A), in the second range of the township of Portland East, in said district.

6. The undivided half interest in lot number twenty (20), in the seventh range of the said township of Portland East.

7. Lot number sixteen (16), in the ninth range of the township of Portland West, in said district.

8. Lot number nine (9), in the second range of the township of Derry, in said district.

To be sold as follows : blocks 4, 5, 6, 7 and 8, at the registry office, in the village of Papineauville, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon, and blocks 1, 2 and 3, at the registry office in the city of Hull, on the said EIGHTEENTH day of JULY, at TWO of the clock in the afternoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 11th June, 1911. Sheriff. 2500

[First published, 17th June, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Nominating.

Ottawa, to wit : } ANTONIO MATTE, Plain- No. 217. } tiff ; against WILFRID WHISSEL, Defendant, to wit :

The west half of an emplacement—with buildings thereon erected, forming part of the lot of land No. fifty one (51), in the third range of the township of Robertson, in the district of Ottawa, containing 50 feet wide by 150 feet in depth, more or less ; and bounded to the north by part of the said lot 51, to the south by the public road, commonly called Portage street, to the east by an emplacement occupied by Aldéric Bélec, and to the west by an emplacement occupied by Ferdinand Larose, on the same lot.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 10th June, 1911. Sheriff. 2498

[First published, 17th June, 1911].

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

In the Superior Court, at Bryson.

Province of Québec, } THE OTTAWA WINE District of Pontiac, } VAULT COMPANY No. 1219. } LIMITED, Plaintiff ; vs JOSEPH LAROCHE, Defendant, to wit :

A parcel or tract of land, forming part of lot 33, in the sixth range of the township of Duhamel, measuring, according to the primitive survey, three quarters of an acre in front on the Quinze road, by one hundred and eighty feet in depth—with the buildings thereon erected ; bounded as follows : to the north by the Quinze road, to the east by Philip Bellehumeur, to the south by Isoie Doire, and to the west by Charles Brassard.

To be sold at the registry office, in the village of Ville Marie, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE, 1911, at TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's office, Bryson, 20th May, 1911. Sheriff. 2270

[First published, 27th May, 1911.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Court de Circuit.

Québec, à savoir : } **O** DILON SIMARD ; contre
No 5649. } **O** VEZINA GRAVEL, à
savoir :

Le lot No 132 (cent trente-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Tite des Caps, étant une terre située rang Saint-Pierre—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite des Caps, comté de Montmorency, le VINGT ET UNIEME jour de juillet prochain, à UNE heure de l'après-midi.

ED. BEGIN.

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 15 juin 1911. 2549
[Première publication, 17 juin 1911].

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **J** OHN E. CLEVELAND ;
No 1355. } **J** contre CHARLES G.
ROLLIT, à savoir :

La moitié indivise du lot No 98 (quatre-vingt-dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé sur la rue Saint-Valier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif, Député shérif.
Québec, 1er juin 1911. 2379²
[Première publication, 3 juin 1911].

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } **V** ALMORE ST. LAU-
No 4332 c. 11. } **V** RENT ; contre MI-
CHEL HALLE, savoir :

Un emplacement mesurant 45 pieds de front sur 90 pieds de profondeur, plus ou moins ; borné au nord à Aug. Pineau, à l'est à la route, au sud à Zabulon Côté à l'ouest à Z. Côté—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, étant partie du lot numéro quarante, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anaclet, à charge du loyer du terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Anaclet, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, 1911, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif, Shérif.
Rimouski, 14 juin 1911. 2551
[Première publication, 17 juin 1911]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Matane.

District de Rimouski, } **D** AME ELISE AUBIN,
No 497/4753. } **D** épouse de Jos. Roy
et Dame Adèle Aubin, épouse de Horace Dussault ;
vs AUGUSTE LAPLANTE, savoir :

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Québec, to wit : } **O** DILON SIMARD ; against
No. 5649. } **O** VEZINA GRAVEL, to
wit :

Lot No. 132 (one hundred and thirty two), of the official cadastre for the parish of Saint Tite des Caps, being a land situate in the Saint Pierre range—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite des Caps, county of Montmorency, on the TWENTY FIRST day of JULY next, at ONE o'clock in the afternoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Québec, 15th June, 1911. 2550
[First published, 17th June, 1911].

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **J** OHN E. CLEVELAND ;
No. 1355. } **J** against CHARLES G.
ROLLIT, to wit :

The undivided half of lot No. 98 (ninety eight), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot of land situate on Saint Valier street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Québec, 1st June, 1911. 2380.
[First published, 3rd June, 1911].

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } **V** ALMORE ST. LAU-
No. 4332 c. 11. } **V** RENT ; against MI-
CHEL HALLE, to wit :

An emplacement measuring 45 feet in front by 90 feet in depth, more or less ; bounded on the north by Aug. Pineau, on the east by the road, on the south by Zabulon Côté, on the west by Z. Côté—with the buildings thereon erected and dependencies being part of lot number forty, on the official cadastre of the parish of Saint Anaclet, subject to the rental of the lot of land.

To be sold at the church door of the parish of Saint Anaclet, on the NINETEENTH day of JULY next, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, 14th June, 1911. 2552
[First published, 17th June, 1911]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Matane.

District of Rimouski, } **D** AME ELISE AUBIN,
No. 497/4753. } **D** wife of Jos. Roy, and
Dame Adèle Aubin, wife of Horace Dussault ; vs
AUGUSTE LAPLANTE, to wit :

Une terre de deux acres de front sur vingt-cinq de profondeur; bornée à l'est à Jos. Lemieux, à l'ouest à O. Bouchard, étant le lot numéro seize B, premier rang au cadastre officiel du canton Dalibaire, paroisse de Saint-Edouard des Méchins—avec les bâties dessus construites et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard des Méchins, le VINGT-UNIÈME jour de JUILLET prochain, 1911 à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif. Shérif.
Rimouski, 14 juin 1911. 2553
[Première publication, 17 juin 1911].

A land of two acres in front by twenty five in depth; bounded on the east by Jos. Lemieux, on the west by O. Bouchard, being lot number sixteen B, first range, on the official cadastral of the township Dalibaire, parish of Saint Edouard des Méchins—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edouard des Méchins, on the TWENTY FIRST day of JULY next, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, 14th June, 1911. 2554
[First published, 17th June, 1911].

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **D**AME LEOPOL-
No 357. } **D**INE DESSU-
REAUL, Demanderesse; contre **VALERE TROT-**
TIER, Défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Stanislas, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan officiel et dans le livre de renvoi de la paroisse de Saint-Stanislas, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489), de la contenance de cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, et compris dans les bornes suivantes: borné en front par le chemin conduisant au pont de péage, en arrière par Fortunat Lafontaine, d'un côté à l'est par Ephrem Rousseau, et de l'autre côté à l'ouest par Fortunat Lafontaine—avec maison, boutique de forge et hangar dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 23 mai 1911. 2303.2
[Première publication, 23 mai 1911].

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **D**AME LEOPOLDINE
No. 357. } **D**ESSUREAULT,
Plaintiff; against **VALERE TROTTIER**, Defend-
ant, to wit:

An emplacement situate in the parish of Saint Stanislas, forming part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Stanislas, under number four hundred and eighty nine (489), containing fifty feet in width by ninety feet in depth, and comprised within the following limits; bounded in front by the road leading to the toll bridge, in the rear by Fortunat Lafontaine, on one side to the east by Ephrem Rousseau, and on the other side to the west by Fortunat Lafontaine—with house, blacksmith shop and shed thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Stanislas, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff office, Sheriff.
Three Rivers, 23rd May, 1911. 2304
[First published, 27th May, 1911.]

Avis du Gouvernement

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la municipalité du canton Aumond, comté de Wright, n'ayant pas fonctionné depuis au delà de deux ans, est déclaré dissous, conformément à l'article 1899 des statuts refondus de Québec, 1909.

G. A. GIGAULT,

Sous-ministre de l'Agriculture.

Québec, 16 juin 1911. 2581

Government Notices

Public notice is hereby given that the farmer's club of the municipality of the township Aumond, county of Wright, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1899 of the Revised Statutes of Quebec, 1909.

G. A. GIGAULT,

Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, 16th June, 1911. 2582

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1172.

Dame Marie Anne Lavergne, épouse de Joseph Garceau, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son dit époux.

FONTAINE & LABELLE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 15 juin 1911. 2575

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1172.

Dame Marie Anne Lavergne, wife of Joseph Garceau, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

FONTAINE & LABELLE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th June, 1911. 2576

Index de la Gazette Officielle de Québec No 24.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Barrette vs Plante.....	1256
" Béchard vs Brosseau.....	1256
" Brosseau vs Papineau.....	1256
" Chalifoux vs Senez.....	1257
" Deschatelets vs Méryneau.....	1256
" Drouin vs Mercier.....	1257
" Gervais vs Dumas.....	1257
" Harris vs Vuylsteke.....	1258
" Hébert vs Gignac.....	1256

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Jean vs Dme Simard.....

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1239.

ASSURANCE :—Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Notre-Dame d'Hébertville, 1253.

AVIS :—Prêt du 1er juillet 1882, 1244.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1250 ; Conseil législatif, 1249.

CERCLE AGRICOLE :—Dissous :—Canton Aumond, comté de Wright, 1272.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—Canada's Thread Mills, ltd, 1244 ; Gunn's ltd, 1245 ; The St. Linde British Refrigeration Coy, ltd, 1244.

ERRATUM :—Pages 1148, du 3 juin 1911 et 1213, du 10 juin 1911, lire Handfield au lieu de Hanfield, 1239.

EXAMENS :—Barreau, — Arthabaska, 1258 ; Québec, 1255 ; Montréal, 1254 ; Saint-François, 1255 ; Trois-Rivières, 1255.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Beaulieu.....	1262
Bergeron.....	1257
Brunet dit Mirabel.....	1261
Chartré.....	1260
Dick.....	1260
Gagné.....	1262
Gailloux.....	1261
Gervais (Dme).....	1265
Griffin.....	1262
Leclaire.....	1258
Lelièvre.....	1261

LETTRES PATENTES :—

Buanderie des Familles, limitée.....	1246
Prince of Wales Hotel, ltd.....	1255

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—The Greater Montreal Realty Coy, 1245.

LICENCE ANNULÉE : Société coopérative Funéraire de Québec, 1244.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc. — Trois-Pistoles, Cté de Témiscouata, 1244.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 24.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Kearney vs Allard.....	1256
" Lalleur vs Durette.....	1257
" Lavergne vs Garceau.....	1272
" Piché vs Filteau.....	1257
" Roy vs Baillargeon.....	1222
" Roy vs Desmarais.....	1256
" St-Laurent vs. Lupien.....	1256
" Tétreault vs Fortin.....	1257

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Jean vs Dme Simard.....

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, & 1239.

INSURANCES :—Mutual Fire Insurance Coy of the parish of Notre Dame d'Hébertville, 1253.

NOTICE :—Loan of 1st July, 1882, 1244.

PRIVATE BILLS P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1250 ; Legislative Council, 1249.

FARMER'S CLUB :—Dissolved :—Township Aumond, County of Wright, 1272.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Canada's Thread Mills, ltd, 1244 ; Gunn's ltd, 1244 ; The St. Linde British Refrigeration Coy, ltd, 1244.

ERRATUM :—Pages 1148, of 3rd July, 1911 and 1213, of 10th June, 1911, read Handfield instead of Hanfield, 1239.

EXAMINATION :—Bar :—Arthabaska, 1253 ; Quebec, 1255 ; Montreal, 1254 ; Saint Francis, 1255 ; Three Rivers, 1255.

FAILLIS —INSOLVENTS :

Lespérance.....	1258
Létourneau.....	1261
Murray.....	1258
Nault.....	1261
Rasminsky.....	1260
Rioux.....	1260
Rodier.....	1266
Sinclair.....	1261
Soucy.....	1260
Tremblay & Cie—& Co.....	1258

LETTERS PATENT :—

The Kenogami Land Coy, limited.....	1247
The Majestic Hotel Coy ltd.....	1246

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—The Greater Montreal Realty Coy, 1245.

CANCELLED LICENSE : Société coopérative Funéraire de Québec, 1244.

SCHOOL MUNICIPALITIES —Application to annex or to erect, &c. — Trois Pistoles, Co. of Témiscouata, 1244.

NOMINATIONS :

- Commissaire pour recevoir affidavits, 2239.
- ORDRE DE COUR :—Gilman vs St. Laurent, 1262.
- PROCLAMATIONS :—Canton Babel érigé, 1240 ; Fête publique, 1240 ; Convocation des Chambres, 1243 ; Termes de la Cour Supérieure, Trois-Rivières et Nicolet, 1242.
- SOCIÉTÉ DISSOUTE :—Geo. A. DeGuire & Cie, 1258.
- SYNDICAT S D'ÉLEVAGE :—Saint-Hugues comté de Bagot, 1244 ; Saint-Bruno, Lac Saint-Jean, 1244.
- VENTE PAR LICITATION :—Dme Scanlon vs Scanlon et al, 1263.
- VENTES PAR LES SHERIFS :
- ARTHABASKA :—Grégoire vs Desrochers, 1264.
- BEAUCE :—Drouin vs Gilbert, jr, 1264.
- BEAUHARNOIS :—Reddy & Kenney vs Lussier, 1265 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Mongrain et al, 1264.
- GASPÉ :—Noël vs Arseneault, 1265.
- IBERVILLE :—Trahan vs St. Hilaire, 1266 ; Fournier vs Lussier, 1266.
- JOLIETTE :—Beauregard vs St. Jean, 1266.
- KAMOURASKA :—Malenfant vs Lévesque, 1266 ; Thibault vs Raymond, 1267.
- MONTREAL :—Foisly vs Illieff, 1268 ; Larivée (Dme) vs Leysen, 1267 ; Dame Rochon vs Roy, 1268.
- OTTAWA :—Laramée vs Sabourin et al, 1269 ; Massey-Harris Co. vs Poulin, 1269 ; Matte vs Whissel, 1270 ; Watson & Todd vs The East Templeton Lumber Coy, 1269.
- PONTIAC :—The Ottawa Wine Vault Coy vs Larouche, 1270.
- QUÉBEC :—Cleveland vs Rollit, 1271 ; Simard vs Gravel, 1271.
- RIMOUSKI :—Aubin (Dme) vs Laplante, 1271 ; St. Laurent vs Hallé, 1271.
- TROIS RIVIÈRES :—Dame Dussureault vs Trottier, 1272.

APPOINTMENTS :

- Commissioners to received affidavits, 1239.
- ORDER OF COURT :—Gisman vs St. Laurent, 1262.
- PROCLAMATIONS :—Township Babel erected, 1240 ; Public Holiday, 1240 ; Parliament convoked, 1243 ; Terms of Superior Court, Three Rivers and Nicolet, 1242.
- SOCIETY DISSOLVED :—Geo. A. DeGuire & Cie, 1258.
- STOCK BREEDING SYNDICATE :—Saint Hugues, county of Bagot, 1244 ; Saint Bruno, Lac Saint John, 1244.
- SALE BY LICITATION :—Dme Scanlon vs Scanlon et al, 1263.
- SHERIFFS' SALES :
- ARTHABASKA :—Grégoire vs Desrochers, 1264.
- BEAUCE :—Drouin vs Gilbert, jr, 1264.
- BEAUHARNOIS :—Reddy & Kenney vs Lussier, 1265 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Mongrain et al, 1264.
- GASPÉ :—Noël vs Arseneault, 1265.
- IBERVILLE :—Trahan vs St. Hilaire, 1266 ; Fournier vs Lussier, 1266.
- JOLIETTE :—Beauregard vs St. Jean, 1266.
- KAMOURASKA :—Malenfant vs Lévesque, 1267 ; Thibault vs Raymond, 1267.
- MONTREAL :—Foisly vs Illieff, 1267 ; Larivée (Dme) vs Leysen, 1268 ; Dame Rochon vs Roy, 1268.
- OTTAWA :—Laramée vs Sabourin et al, 1266 ; Massey-Harris Co., vs Poulin, 1269 ; Matte vs Whissel, 1270 ; Watson & Todd vs The East Templeton Lumber Coy, 1269.
- PONTIAC :—The Ottawa Wine Vault Coy vs Larouche, 1270.
- QUEBEC :—Cleveland vs Rollit, 1271 ; Simard vs Gravel, 1271.
- RIMOUSKI :—Aubin (Dme) vs Laplante, 1271 ; St. Laurent vs Hallé, 1271.
- THREE RIVERS :—Dame Dussureault vs Trottier, 1272.